

revue

SILENCE

octobre 2023
n° 525 - 5,50 €

écologie
alternatives
non-violence

Élevage industriel : et après ?

Comment votre terrain peut bloquer un projet inutile ?

Poursuivre l'aventure *Silence* grâce à vos dons !

L'ALLEMAGNE VA LÉGALISER LE CANNABIS



LASSERPE.

CANICULE : NICOLAS SARKOZY VICTIME D'UN COUP DE CHAIEUR



LASSERPE.

LAURENT WAUQUIEZ VEUT ORGANISER LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER EN 2030



LASSERPE.

RECORD D'EXPORTATIONS POUR L'ARMEMENT FRANÇAIS EN 2022



LASSERPE.



Pour garder son indépendance et continuer à vivre, Silence a besoin de votre soutien.

Revue papier, indépendante et associative, *Silence* rencontre actuellement d'importantes difficultés de trésorerie. Le prix du papier a doublé depuis 2022, les frais postaux ont augmenté et le nombre d'abonné-es diminue (voir le bilan 2022 dans le "Quoi de neuf ?" du numéro 524).

Silence, c'est plus de 40 ans d'un mensuel écolo. Ce sont des bénévoles partout en France, 4 salarié-es et surtout des lecteurs et lectrices qui font vivre la revue.

Aujourd'hui, ce sont aussi des projets comme l'affiche de l'écologie en 50 victoires et l'exposition des victoires, ou encore des dossiers d'enquête approfondis comme celui sur l'agrovoltaïsme (n° 524). Il est important de continuer à informer sur la décroissance, les luttes écologistes, la non-violence, l'écoféminisme, la question des terres et de l'autonomie paysanne, la technocritique, etc.



Pour pouvoir concrètement continuer à sortir la revue fin 2023 et en 2024 et retrouver un peu d'oxygène, l'objectif de cette campagne de dons est d'atteindre 60 000 € d'ici la fin de l'année.

Pour faire un don, vous pouvez aller sur le site de la revue (www.revuesilence.net) où il est possible de faire un don défiscalisé. Vous pouvez aussi le réaliser directement par chèque à l'adresse de la revue : 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.

Pour une presse papier sans pub et sans actionnaire, soutenez la revue Silence !

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux points de dépôt proposent Silence à la vente :

- **Haute-Loire** : La Trémèze, 13 rue du quartier Robin, 43600 Sainte-Sigolène, tél. : 07 81 19 40 06, contact@latremeze.fr ;
- **Doubs** : L'interstice, Café-librairie, 43 rue du Megevand, 25000 Besançon, tél. : 09 63 69 75 86, bonjour@linterstice.fr, linterstice.fr ;
- **Aude** : La Borieta, 385 boulevard Denis Papin, 11000 Carcassonne, tél. : 04 68 25 86 65, boutiquelaborieta@ouvaton.org, boutiquelaborieta.fr.

Renouvellement de l'équipe

Suite à l'assemblée générale de *Silence* en juin, le conseil d'administration se renouvelle. Pascal Antonanzas, Pierre Lucarelli et Francis Levasseur sont rejoints par Pierre Comte, Juliette Piketty-Moine, Maureen Prisker, Manon Salé et Hugo Trévisiol. Nous leur souhaitons la bienvenue !



Prochain
numéro

Alternatives en Catalogne

Association Silence

9 rue Dumenge, BP 4215,
69241 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet:
lundi, mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

Dépositaires, stands et gestion:
Tatiana Guille: lundi, mardi et mercredi :
10h-12h / 14h-17h

Rédaction:
Guillaume Gamblin et Lola Keraron:
lundi, mardi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

**Les infos contenues dans ce numéro ont été
arrêtées le 30 août 2023.**

Éditeur: Association Silence
N° de commission paritaire: 0920 D 87026
N° ISSN: 0756-2640

Date de parution: 3^e trimestre 2023
Tirage: 3 850 ex.

Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot
Administrat-rices: Pascal Antonanzas, Pierre Comte,
Francis Levasseur, Pierre Lucarelli, Juliette Piketty-Moine,
Maureen Prisker, Manon Salé, Hugo Trevisiol

Directrice de publication: Gaëlle Ronsin
Comité de rédaction: Michel Bernard, Marjorie Ecochard,
Guillaume Gamblin, Danièle Gare, Lola Keraron, Agnès
Ploteny, Gaëlle Ronsin

Maquette: Damien Bouveret (www.free-pao.fr)
Dessins: Jean-Luc Boiré, Thomas Delbarre, Elea
Lascourrèges, Lasserpe, RNST, Traff

Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Isabelle
Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde
Rouchouse, Laurence Wullemin

**Photographes (Tous droits réservés, sauf mention
contraire) :** 8photo/Freeipk, Association A4, Marjorie
Ecochard, Lola Keraron, Wikimedia commons

Et pour ce n° : Matthieu Amiech, Noémie Calais, Méline
Fanouillère, Brigitte Gothière, Tatiana Guille, Stéphen
Kerckhove, Henriette Laure, Juliette Piketty-Moine

Recension de livres: Michel Bernard, Catherine Chairchvily,
Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Maëlle Hissette,
Francis Vergier

Internet: Damien Bouveret, Victor Poichot
Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs aut-rices. Les
brèves sont des résumés des informations que l'on nous
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis
à notre autorisation. Illustrations : les photos et dessins
restent la propriété de leurs aut-rices.

Partenaires



Coordination Permanente
des
MEDIAS LIBRES



Dossier

Élevage industriel : et après ?

- 06 L214 : combattre l'exploitation animale
- 09 Qui veut la peau de l'élevage en plein air ?
- 10 Chez Loulia : des chèvres en lactation continue
- 12 Des bâtons dans les roues de l'Abat'mobile
- 15 À vos bêtes

Chroniques

- 16 40 ans dans le rétro :
2006 : Un besoin
de technologies plus simples
- 18 Chroniques terriennes :
Une enquête... en eau trouble
- 22 L'écho féministe :
Rencontres en Eaux Troubles
- 24 Les victoires de l'écologie :
À Marseille, des arbres,
pas du béton !
- 26 La voix des oubliées :
Partager les graines

Brèves

- 16 Alternatives
- 17 Agriculture
- 18 Mondes vivants
- 19 Technocritique
- 19 Santé
- 20 Nucléaire
- 21 Climat
- 21 Énergies
- 22 Féminismes
- 23 Paix et non-violence
- 23 Transports
- 24 Luttés locales
- 26 Nord/Sud
- 27 Société
- 27 Politique
- 27 Annonces
- 28 Agenda
- 40 Courriers
- 42 Livres



Articles

- 29 Agir
Comment
votre ter-
rain peut
bloquer un
projet inutile ?
- 32 Solidarités
Des papiers...
et des terres
pour s'installer !
- 35 Hérault
Azillanet, un chantier
écoféministe de reprise
de savoirs
- 40 Réflexion
Critique de la transition
écologique
- 48 Silence
Pour une presse papier
sans pub et sans actionnaire,
soutenez la revue *Silence* !





Sortir de l'élevage industriel

En France, sur plus d'un milliard d'animaux abattus chaque année, 80 % sont confinés dans des élevages intensifs sans accès extérieur. La prise de conscience de la nécessité de manger moins de viande n'a pas encore fait baisser significativement le nombre d'animaux consommés.

Face aux pratiques de l'élevage industriel, on peut distinguer au moins trois principales stratégies de lutte, avec des objectifs différents :

- **améliorer l'élevage industriel.** La justification de ce choix réformiste est souvent le pragmatisme : pour alléger la souffrance de milliards d'animaux le plus rapidement possible, il serait plus efficace d'avoir un discours audible par les industriels qui exploitent ces usines. Le "welfarisme" demande l'arrêt des pratiques les plus douloureuses, telles que l'écornage, ou le coupage du bout du bec des poules (1) ;
- **sortir de l'élevage industriel.** D'autres organisations, comme la *Confédération paysanne* et le *CIWF* (2), militent pour cette option et pour le développement d'un élevage paysan, jugé plus sain à tous niveaux, et réduisant fortement la souffrance animale ;
- **abolir l'élevage.** Cette orientation s'inscrit souvent dans une perspective antispéciste, et en lien avec un mode de vie végétarien. Des associations comme *L214*, *One Voice*, *269 libération animale*, *269 life* ou encore *Peta* font partie de ce mouvement abolitionniste.

Considéré soit comme une fin, soit comme une étape, l'objectif de sortir de l'élevage industriel pourrait-il réunir dans un combat commun ces différents courants abolitionnistes, réformistes ou paysans, par-delà leurs différences de philosophie ou d'objectif politique ?

Une telle lutte pour la sortie de l'élevage industriel pourrait aussi agréger des associations de défense des terres, des littoraux et des rivières, de la santé (3), des organisations végétariennes, ou encore les mobilisations contre les fermes-usines (4).

Guillaume Gamblin

1. L'association *Welfarm*, par exemple, fait campagne contre les élevages de poules en cages, contre la castration des porcs ou encore contre le transport d'animaux vivants vers des pays tiers. *Welfarm*, 176 avenue André-Malraux, 57000 Metz, tél. : 03 87 36 46 05, <https://welfarm.fr>
2. *Compassion in World Farming*. *CIWF France*, 13, rue de Paradis, 75010 Paris, tél. : 01 79 97 70 50, www.ciwf.fr.
3. Préoccupées par l'antibiorésistance, ou encore par les zoonoses qui se développent dans les élevages industriels et qui se transmettent ensuite parfois à l'humain.
4. Qui ont abouti à la création d'une coalition *Bretagne contre les fermes usines*, et qui s'organisent également au niveau national en lien avec *Terres de luttes*.

› Propos recueillis par : **Guillaume Gamblin**

L214 : combattre l'exploitation animale

Silence a demandé à Brigitte Gothière, présidente de l'association L214, quels étaient les résultats obtenus, les perspectives et les principaux obstacles dans leur lutte pour défendre les animaux utilisés dans la production alimentaire.

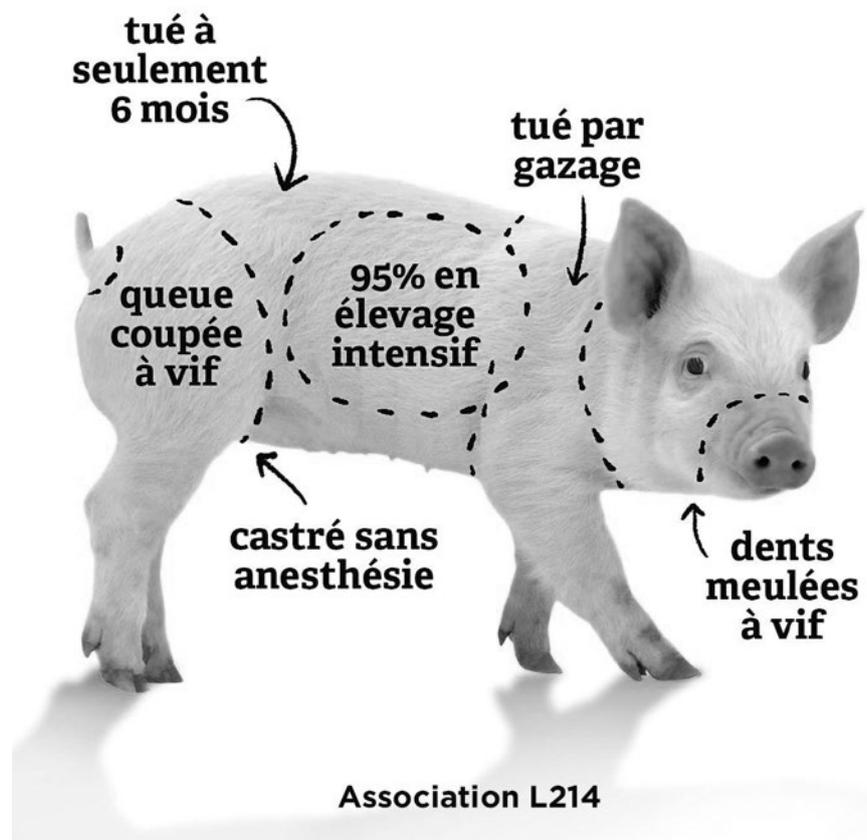
L'association L214 a été créée en 2008. Elle combine une approche dite "welfariste" (campagnes pour mettre fin aux pires pratiques d'élevage) et une visée abolitionniste (cesser de considérer les animaux comme des ressources alimentaires, en favorisant l'accès à une alimentation végétale). Elle cherche à la fois à faire évoluer les réglementations de protection animale et les habitudes de consommation. C'est aujourd'hui la principale organisation mobilisée sur le sujet en France (1).

Silence : Qu'est-ce qui a changé en France depuis votre création, il y a quinze ans, sur les combats que vous menez ? Dans les lois, les pratiques (d'élevage, de consommation...), les mentalités ?

Brigitte Gothière : C'est devenu un sujet de débat public et politique, qu'on ne peut plus balayer d'un revers de main. C'est un sujet devenu "concernant" pour tout le monde. Nous avons montré des images, il y a eu un choc dans l'opinion.

1. Elle compte une centaine de salarié·es (à salaire égal) et fonctionne sans subventions de l'État français ni des collectivités publiques.

LE COCHON FRANÇAIS



Au niveau de l'évolution des mentalités, il y a un positionnement clair d'une majorité (85 % de la population, selon les sondages) contre l'élevage intensif, qui ne laisse aucun accès à l'extérieur aux animaux. L'idée qu'on peut manger moins de viande, et celle qu'on peut se nourrir de façon végétane, ont également progressé dans la population. On veut mettre en avant le fait que le personnel est politique, surtout quand il se passe en cuisine.

Au niveau des entreprises, nous travaillons secteur par secteur. Nous avons notamment réalisé une campagne sur les poules pondeuses élevées en cages. Cette campagne

a entraîné une diminution de la proportion de poules élevées en cage, de 80 % en 2008, à 23 % aujourd'hui.

Cent cinquante entreprises (producteurs, fabricants, distributeurs) ont pris des engagements pour banir les pratiques les plus cruelles. Par exemple, *Intermarché* et *Lidl* ont bougé après de fausses campagnes de pub dans lesquelles nous retournions leurs slogans pour mettre en avant leurs contradictions sur ces points.

Nous avons fait bouger le groupe *Avril*, responsable d'un quart de la production française d'œufs. Le groupe a arrêté de produire des œufs issus de poules élevées en cage.

Aujourd'hui, nous menons des campagnes autour des poulets de chair. Notamment contre un projet de construction de 80 poulaillers dans l'Yonne par le groupe *Duc*.

Nous portons aussi des demandes sur les cochons, pour réduire les densités d'élevage, interdire les mutilations, bannir les cages individuelles, mettre fin à l'étourdissement par asphyxie au CO₂, etc.

Au niveau politique, on a obtenu la fin du broyage des poussins (même si c'est avec des restrictions), ainsi que la fin de la castration des porcelets et la fin de l'élevage des animaux à fourrure (visons, etc.).

Au niveau des communes, nous menons depuis 2020 des actions auprès des municipalités, avec des chartes d'engagements de la part de mairies. On a établi un classement des villes vertueuses en la matière. Par exemple, en excluant de la commande publique les productions issues d'élevages intensifs.

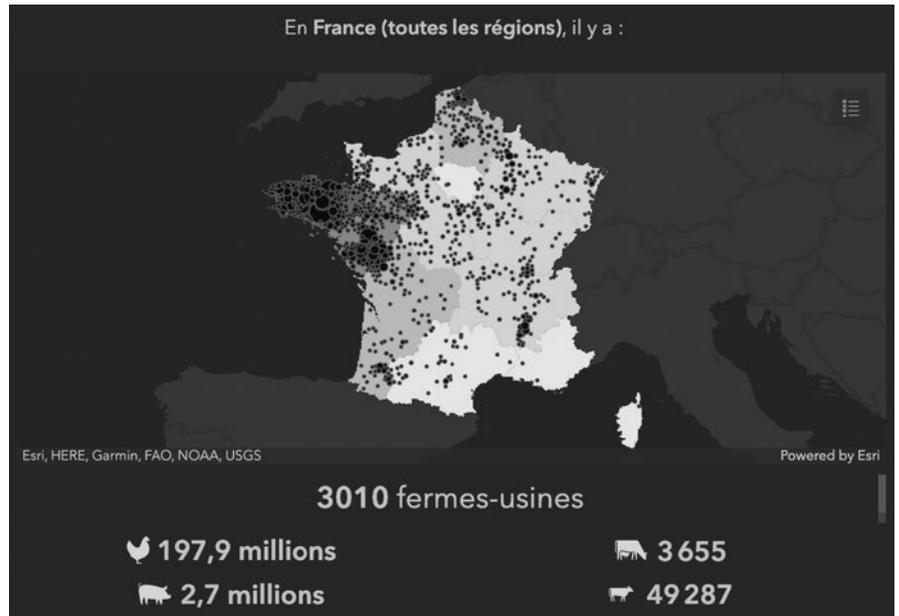
Enfin, au niveau moral et philosophique, le débat est posé de l'utilisation des animaux comme ressource alimentaire, ainsi que la question du spécisme. La prise en compte des intérêts des animaux est de plus en plus reconnue.

Au niveau des mentalités cependant, il reste la question d'une société qui rejette l'élevage intensif à 85 %, mais où 80 % des animaux consommés en sont encore issus.

Vous n'avez pas l'impression que, malgré tout cela, l'élevage est de plus en plus industriel ?

Au niveau de l'élevage, on n'a jamais autant élevé d'animaux pour les manger (1, 2 milliard d'animaux sont tués chaque année en France) (2), ce qui signifie un élevage de masse, donc une dégradation des conditions de vie des animaux. Et en même temps, il y a une plus grande attention aux conditions des animaux dans les déclarations.

Certaines de nos campagnes sont très connues par les images des enquêtes, mais nous menons



En mai 2023, Greenpeace publiait une carte s'appuyant sur les données du ministère de la Transition écologique. Elle recense 3 010 fermes-usines en France, enfermant 200 millions d'animaux. Dans l'Oise, l'une d'entre elles regroupe 1 million de volailles. L'ONG demande un moratoire national sur la construction ou l'extension de ces méga-exploitations. On peut suivre sur la carte en ligne sur www.greenpeace.fr la situation région par région. En juin 2023, le Rafu, Résistance aux fermes-usines, coalition de nombreux mouvements locaux et nationaux, lançait une campagne pour un moratoire sur les fermes-usines.

beaucoup d'actions de diverses sortes : auprès du grand public, des enseignant·es, des jeunes (3).

Ou encore des entreprises, pour faire reculer le pire, pour développer le pan végétal. Par exemple, nous travaillons avec 3 000 restaurants qui désormais proposent au moins une alternative *végane* à leur carte.

Qu'est-ce qui vous distingue des autres associations engagées pour l'abolition de l'élevage ?

Nous sommes un mouvement abolitionniste et antispéciste. Nous voulons mettre en lumière que la façon dont on se comporte envers les animaux est violente à bien des égards, et que cela a aussi des conséquences sur l'humain et sur l'environnement. Nous posons une question radicale, à la racine de nos rapports avec les autres animaux.

Nous utilisons des moyens d'action non-violents. Avec *One Voice*, nous nous retrouvons sur les mêmes lignes, mais eux ont un spectre de campagnes plus large que le nôtre (4).

Pour nous, il n'y a pas des bons et des méchants, nous n'avons pas d'ennemis. Comment fait-on pour

changer les choses avec la société en entier, avec tout le monde ? On a tout mangé de la viande. Les personnes qui mangent de la viande ne sont pas, en elles-mêmes, des personnes mauvaises. On vit tout avec nos contradictions et nos paradoxes. Il faut partir d'où on est, et emmener les gens plus loin.

On se distingue d'autres organisations qui sont plus dans la colère et dans l'invective. Mais nous avons en commun le fait de considérer les autres animaux non pas comme des ressources, mais comme des êtres avec qui vivre sur Terre.

Welfarm, *CIWF* sont réformistes. Ces organisations ne remettent pas en question le fait même de consommer les autres animaux. Mais on peut coopérer avec elles, ainsi qu'avec d'autres organisations écologiques, environnementales, syndicales, etc.

Est-ce que l'Union européenne freine ou accélère la prise en compte de vos sujets, par rapport au niveau national ?

L'Union européenne adopte des directives qui peuvent aller au-delà de la législation française au niveau du bien-être animal. C'est souvent la France qui freine. Des textes importants seront examinés cet automne, au niveau des conditions d'élevage,

2. Ce chiffre a doublé en 50 ans. En 1970, on abattait 640 millions d'animaux par an en France. La consommation de viande de poulets a augmenté de 31 % en 20 ans (selon les chiffres, sourcés, que nous a fournis L214).

3. Pour les 10-14 ans, L214 publie *Mon journal animal*, tiré à 70 000 exemplaires.

4. *One Voice*, tél. : 03 88 35 67 30, <https://one-voice.fr>.



Lorsqu'on veut pêcher une espèce particulière de poissons, on jette un filet à la mer. Mais ce filet ne sait pas faire le tri. Ainsi, de nombreux autres animaux (poissons, crustacés, mollusques) sont également pris dans le filet, blessés, et remontés à bord. Ces animaux ne seront pas consommés, mais rejetés à la mer, morts ou agonisants. C'est ce qu'on appelle les prises accessoires.

d'abattage, etc. Notamment en lien avec la campagne du CIWF, *End the Cages*. Ces textes concernent les poules pondeuses mais aussi les lapins, truies, veaux, etc.

Aujourd'hui, le ministre allemand de l'Agriculture est végétarien, il fait avancer les choses.

Cela tranche avec la situation en France, où le ministre de l'Agriculture refuse de dialoguer avec L214, l'exclut de toutes les discussions, et notamment du *Comité national d'éthique au sujet des abattoirs*, qui a quand même été créé en réponse à nos vidéos !

Au niveau local, nous réalisons de belles avancées. Elles vont forcément finir par avoir des répercussions nationales et européennes.

Quels sont les principaux obstacles et freins auxquels vous faites face ?

Les freins sont :

- l'inertie des politiques (qu'on retrouve plus largement concernant tous les thèmes écologiques), très liée à la puissance des intérêts privés ;
- les syndicats. La FNSEA a l'oreille du gouvernement. On peut en

prendre pour exemple la cellule de gendarmerie *Demeter* qui avait été mise en place, et les menaces sur les lanceurs d'alerte (5) ;

- les procédures-bâillons. On est fréquemment assigné-es en justice lorsqu'on sort des images.

Comment vous situez-vous par rapport au milieu de l'agriculture paysanne, qui est lui aussi favorable à une sortie de l'agriculture intensive et industrielle ? Des alliances ponctuelles sont-elles possibles ?

Nous avons parfois pu coopérer avec la *Confédération paysanne* et d'autres, par exemple pendant la lutte contre la ferme des mille vaches, dans

5. La *Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)* est le syndicat majoritaire en France et tenant d'une agriculture intensive. La cellule *Demeter* était une structure mise en place en 2019 en partenariat entre la FNSEA, les *Jeunes agriculteurs* et l'État pour faire taire les mouvements écologistes, animalistes et citoyens, via des dispositifs de répression accrue. Elle a heureusement été dissoute en 2022.

la Somme. Nous pensons que des alliances sont possibles. Mais dans les faits, c'est rarement le cas. Pour eux, c'est plus compliqué, car on va questionner la question de l'élevage en elle-même. On a un bout de chemin à faire ensemble, pour sortir au plus vite de l'élevage intensif. Même si on n'est pas d'accord sur tout, on peut s'entendre sur la baisse de la consommation de viande et sur la fin de l'élevage intensif.

Ces difficultés viennent peut-être, en partie, du fait que certain-es véganes encouragent une industrialisation de l'alimentation végétale, ou encore la production de viandes de synthèse. Est-ce que vous êtes opposé-es à l'industrialisation de l'ensemble de l'alimentation, même non carnée ?

Nous posons sur le sujet la question des conséquences : est-ce mauvais pour la santé ? Pour l'environnement ? Au niveau de l'alimentation végétalienne, certaines sont très industrialisées, d'autres pas du tout. Il est possible de se nourrir de manière végétalienne sans être dans la nourriture industrielle.

Ensuite, entre une chipolata végane et une chipolata de cochon, laquelle est la plus industrielle ? Ce n'est pas dit que ce soit la végane. Mais la végane a moins de conséquences néfastes à tous niveaux.

Rien n'empêche de progresser là-dessus. On n'est pas obligé d'aller vers la viande de culture.

Pour tout choix, il faut se poser la question des conséquences de nos choix. C'est la question de base de l'antispécisme.

Ce serait quoi, le monde de demain où on ne mange plus d'animaux ?

On peut aménager nos espaces en vivant en bonne intelligence avec nos animaux. Le monde antispéciste n'est pas un monde où on sépare les animaux et les êtres humains. On peut imaginer des très belles relations avec les animaux, sans rapports de domination. Avoir plus de considération envers les animaux ne peut que nous aider pour les relations entre êtres humains. ♦

➔ Contact :

♦ L214, tél. : 09 72 56 28, www.l214.com

› Texte : **Noémie Calais**,
éleveuse dans le Gers, autrice avec Clément Osé
de *Plutôt nourrir*, Tana Editions, 2022

Qui veut la peau de l'élevage en plein air ?

Chaque automne depuis 2016, la grippe aviaire sert de prétexte à l'enfermement obligatoire de toutes les volailles de France, près de 10 mois sur 12, véritable arrêt de mort de l'élevage en plein air et symbole d'une rupture philosophique profonde avec le vivant.



Cet enfermement des volailles, présenté sous le terme édulcoré de "mise à l'abri" par l'administration mais nommé "claustration" par les éleveu-ses, est devenu obligatoire depuis l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021. Tous les élevages de France sont concernés, même en label de qualité ou en bio, pourtant bénéficiaires jusqu'alors de dérogations pour garder leurs animaux dehors. La claustration étant déjà la norme dans les élevages intensifs, ce sont bien les 20 % d'éleveurs en plein air qui ont été pénalisés par cette mesure et se sont retrouvés dans l'illégalité du jour au lendemain. Au-delà des questions purement pratiques d'élevage (1) et des constantes mises aux normes imposées aux éleveurs depuis 2016, se posent des questions fondamentales sur la réelle responsabilité du plein air dans cette crise, sur le bien-être animal brutalement mis à mal, et sur le manque d'informations et de transparence vis-à-vis des consommatrices.

La poudrière de l'élevage intensif

L'État pointe du doigt "la faune sauvage", qui serait responsable de la transmission du virus aux élevages en plein air : il suffirait d'enfermer toutes

les volailles d'élevage et d'éviter tout contact avec la faune sauvage pour résoudre le problème. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur l'épisode 2021-2022, avec claustration obligatoire, l'épizootie a flambé : elle a commencé dans un élevage intensif claustré de 160 000 volailles dans le Nord, puis s'est répandue comme une traînée de poudre sur le territoire français, d'élevage intensif en élevage intensif. Résultat : plus de 23 millions de volailles abattues, dont de nombreuses étaient saines, dans le cadre des fameux "dépeuplements préventifs" (2). Triste record pour la France, en bonne place parmi les 140 millions de volailles abattues dans le monde en 2022 pour contenir l'influenza aviaire.

C'est la pire crise jamais traversée par la profession. Mais elle était prévisible. Dans son rapport d'analyse des 500 foyers du Sud-Ouest sur la saison 2020-2021, l'Anses avait trouvé que seuls trois cas étaient potentiellement dus à la faune sauvage, contre 497 dus à l'élevage intensif ou industriel. L'élevage intensif, c'est la taylorisation du vivant : des animaux génétiquement similaires, aux systèmes immunitaires affaiblis par des conditions de

vie inadaptées à leurs besoins physiologiques, élevés en surnombre dans des bâtiments hors-sol avec un faible volume d'air par animal et des ventilations artificielles, dans des filières ultra segmentées où les différents stades de croissance des animaux se font en différents lieux. Dans ce modèle où le vivant est claustré d'office, le virus de l'influenza aviaire, fortement aérosol [ndlr : en suspension dans l'air], se propage via les nombreux transports d'animaux entre départements ou régions à tous les stades de "production", et via les déplacements de techniciens, livreurs d'aliments, camions d'équarrissage, vétérinaires sur les sites d'exploitation. ♦

➔ Extrait d'un article paru dans *L'Empaillé*, n° 9, printemps 2023, journal papier indépendant en Occitanie, lempaille.fr.

➔ Pour aller plus loin :

- ♦ Le collectif *Sauve qui poule* regroupe des éleveu-ses de volailles fermières et des citoyen·nes qui s'engagent à leurs côtés pour promouvoir un mode de production "en plein air, respectueux de l'environnement et des animaux". Il s'engage contre l'enfermement des poules. Il a des sections dans le Gers, le Var, le Béarn, la Loire-Atlantique, le Pays basque, le Poitou et la Provence notamment.
Sauve qui poule, 500 chemin de la Traille, 84250, Le Thor.

2. Autre terme édulcoré pour décrire l'abatage massif de volailles en pleine santé ayant eu le malheur de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment.

1. Impossibilité d'enfermer des animaux en poulaillers mobiles, gestion du fumier, etc.

› Texte : **Marjorie Écochard**

› Illustration : **Thomas Delbarre**

Chez Loulia : des chèvres en lactation continue

L'élevage de chèvres en lactation longue ou continue est une méthode ancienne qui n'est pas passée par la culture livresque ni par les centres de formation agricole. Le souci du bien-être animal et la quête de sobriété de nombreuses éleveuses expliquent le retour d'un certain engouement pour cette pratique.

Julia et Pierre-Louis ont installé leurs troupeaux de 70 chèvres et d'une vingtaine de brebis à Chandolas, commune ardéchoise, en septembre 2021. Le duo a pu bénéficier d'une subvention de la commune et du *Fonds européen agricole pour le développement rural*. La quiétude du lieu et le sourire franc et chaleureux de Julia donnent envie de s'asseoir, écouter et observer. Nous sommes en février. Bien qu'il soit encore tôt pour les mises bas, plusieurs chèvres ont eu une portée de petits, quelques jours auparavant. La faute au bouc, dont le tablier anti-saillie n'a pas suffi à calmer les ardeurs (1).

Julia a choisi d'élever ses chèvres de façon pastorale. Elles parcourent tous les jours huit kilomètres sur un territoire laissé à leur disposition par certains agriculteurs, heureux de voir leur parcelle entretenue et fertilisée, ainsi que par la commune, qui y voit une bonne façon de débroussailler les environs et de limiter ainsi les risques d'incendie.

Après plusieurs expériences d'élevage paysan traditionnel avec des chèvres et des brebis, Julia a choisi de

se lancer dans la lactation longue (ou continue), qui reste encore marginale. Dans la majorité des élevages, les gestations sont provoquées chaque année, afin de favoriser la montée en lactation au printemps. Les petits sont, au bout de quelques jours ou quelques semaines, évacués vers les abattoirs ou vers des centres d'engraissement pour la production de viande. Quelques-uns seulement sont gardés (20 % à 30 % des chevrettes) pour le renouvellement du troupeau. La production de lait de chèvre connaît donc une pause hivernale. Dans des élevages plus intensifs, on compense cette absence de lactation par une augmentation du nombre de bêtes (250 têtes dans un autre élevage visité dans l'Ain) et une division du troupeau en deux groupes. Une partie est enfermée dans un hangar, exposée à une lumière artificielle réglée sur les horaires du lever du soleil au printemps, de telle sorte que les mises bas arrivent plus tôt dans l'année. L'autre partie suit le rythme saisonnier.

Favoriser le bien-être de l'animal et de l'éleveuse

Le principe de la lactation longue ou continue est le suivant : une mise

bas chez les chèvres est provoquée une seule fois, puis elles sont traitées quotidiennement sans interruption de façon à prolonger la lactation sur plusieurs années. Il est nécessaire de ne pas interrompre la traite pour maintenir la lactation, malgré une certaine baisse de production en hiver. Chez les humains, cette pratique était fréquente en Europe jusqu'à l'apparition des premiers laits de synthèse : les nourrices (du latin *nutricia* : "qui nourrit") pouvaient allaiter pendant plusieurs années des enfants qui leur étaient confiés.

La lactation continue offre plusieurs avantages. Le bien-être des animaux en est un. Les femelles, moins fatiguées, ont dans l'ensemble moins de problèmes de santé car elles ne sont plus soumises au cycle des mises bas annuelles. Surtout, elles ne font pas face à la séparation avec leurs petits au bout de quelques semaines. C'était un crève-cœur pour Julia de devoir emporter les petits. Elle parle de l'instinct maternel des chèvres, qui appellent leurs chevreaux plusieurs jours encore après leur départ.

Outre le bien-être de l'animal, c'est celui de l'éleveuse qui a motivé le choix de Julia. Fini, les périodes de stress liées aux mises bas, puis à

1. Un tablier anti-saillie est une toile fixée sous le ventre du bouc qui fait barrage à toute pénétration.

la gestion des chevreaux. De plus, le troupeau est à échelle réduite, sans les naissances annuelles, ce qui rend son activité plus facile. Julia précise que la lactation continue demande de se consacrer aux tâches quotidiennes de la traite et de la préparation des fromages, tout au long de l'année, sans variation importante du rythme de travail, avec la contrainte cependant de ne pas interrompre la traite, sans quoi l'afflux de lait serait tari (2).

Enfin, les coûts liés à l'activité d'élevage sont réduits. Les frais vétérinaires diminuent car les chèvres rencontrent moins d'infections liées à la mise bas. L'abattage des nouveaux-nés représentait aussi un coût qui n'est plus à prendre en compte. On peut se demander par ailleurs quelle est la nécessité de cet abattage massif de chevreaux et chevrettes, dans un pays où cette viande est peu consommée. La plupart du temps, l'animal est vendu entre 0,50 et 3 euros le kilo à un centre d'engraissement. Puis la viande part à l'export vers l'Italie ou l'Allemagne. Ce fonctionnement suppose de produire des céréales en quantité pour nourrir un cheptel inutile, au moment où la question de l'usage de l'eau devient de plus en plus épineuse.

Un engouement nuancé par quelques réserves

Si elle se développe sur le territoire, la lactation continue n'est pas une solution miracle à appliquer à tous les types d'élevage. Pour le moment, cette méthode a été testée avec

2. Il existe aussi des expériences montrant que certaines chèvres produisent du lait par mimétisme, sans gestation préalable. L'étude *Lactodouce* du laboratoire suisse *FIBL* a été menée dans la Drôme entre 2021 et 2023, de façon à observer si des chèvres non gestantes peuvent, par mimétisme hormonal et stimulus des pis, produire du lait. Les résultats n'ont pas encore été publiés.

succès dans l'élevage de chèvres mais elle est difficilement applicable aux brebis. Quant aux troupeaux de bovins, les essais sont encore peu documentés.

Selon la situation géographique, il peut être difficile de laisser les chèvres paître à l'extérieur toute l'année, et il n'est pas certain que l'alimentation en céréales, sans pâturage, soit suffisamment riche pour permettre une production laitière de qualité en hiver. Par ailleurs, certain-es éleveu-ses vivent au rythme des gestations qui durent cinq mois, ce qui leur assure une pause et leur permet d'assurer une autre activité, l'élevage de chèvres seul étant rarement assez lucratif pour assurer un revenu annuel satisfaisant. Pour qu'un élevage en lactation continue reste un choix viable sur le long terme, le partenariat avec d'autres éleveu-ses venant prendre le relais pendant des périodes de vacances paraît essentiel.



L'argument souvent avancé par les éleveu-ses réticents à la lactation longue ou continue est celui du renouvellement nécessaire des troupeaux pour permettre à certaines races endémiques de subsister. L'absence de mises bas annuelles ralentit de fait ce renouvellement. On peut cependant remarquer qu'une gestion occasionnelle des mises bas est toujours possible et que la collaboration entre éleveu-se-s afin de favoriser la mixité des chèvres est souhaitable. Diminuer le nombre de bêtes, c'est aussi ralentir tout un système écologiquement et éthiquement discutable. ♦

➔ Pour aller plus loin :

- ♦ Inès Léraud, "Un chevrier qui fait des émules", *Les Pieds sur terre, France culture*, www.radiofrance.fr.

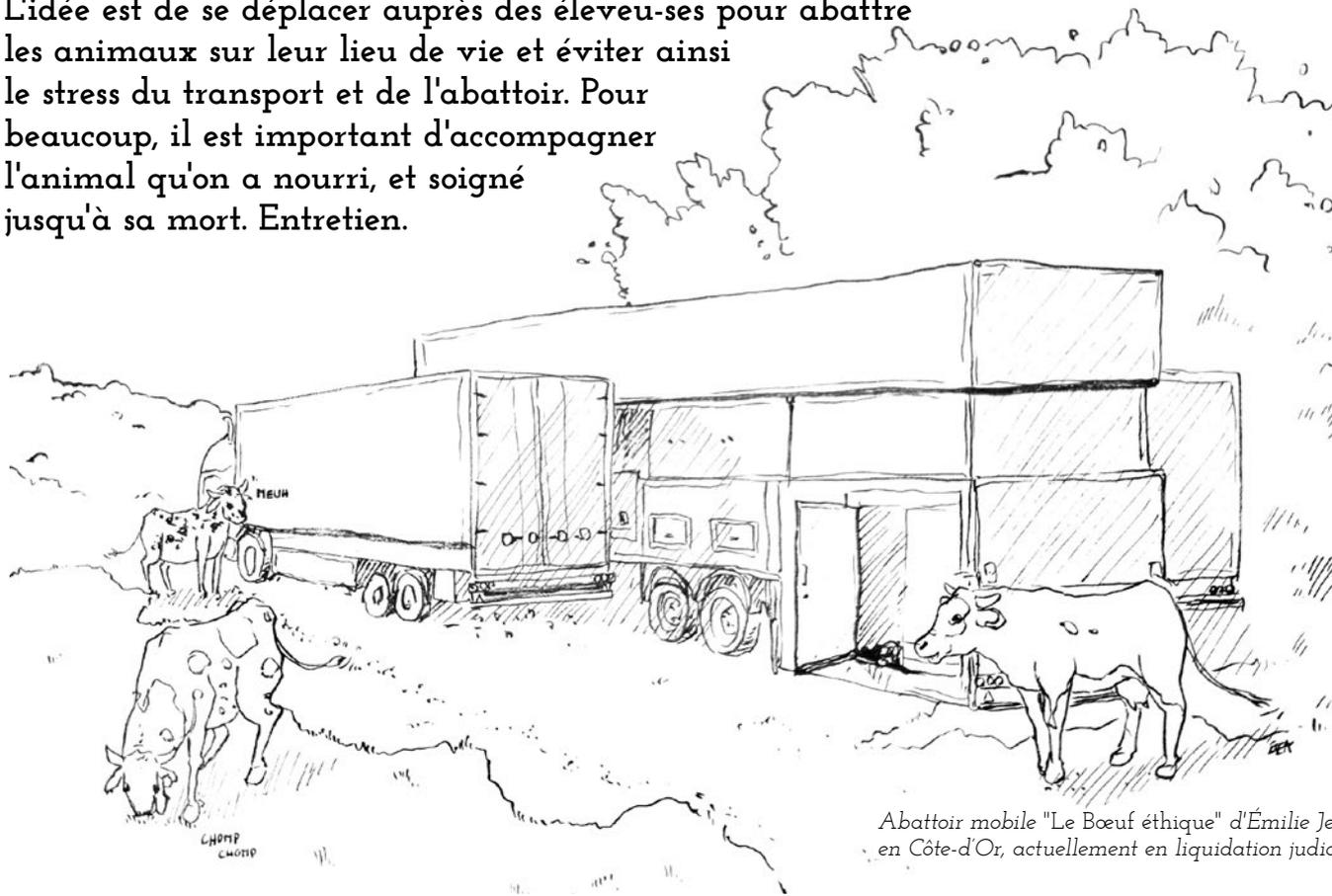
➤ Propos recueillis par : **Marjorie Écochard**

➤ Dessins : **Elea Lascourrèges**

Des bâtons dans les roues de l'Abat'mobile

Il n'existe pas encore d'abattage mobile à la ferme en France, mais plusieurs projets sont en cours de réalisation. Olivier Lozat, animateur à la *Confédération paysanne*, soutient depuis ses débuts celui de la *Maison paysanne de l'Aude* (1).

L'idée est de se déplacer auprès des éleveu-ses pour abattre les animaux sur leur lieu de vie et éviter ainsi le stress du transport et de l'abattoir. Pour beaucoup, il est important d'accompagner l'animal qu'on a nourri, et soigné jusqu'à sa mort. Entretien.



Abattoir mobile "Le Bœuf éthique" d'Émilie Jeannin, en Côte-d'Or, actuellement en liquidation judiciaire.

Silence : Comment est née l'idée de créer un abattage paysan à la ferme ?

Olivier Lozat : C'est un projet à l'initiative de paysan·nes qui s'interrogeaient sur la mort de leurs animaux. La loi d'avenir agricole *Egalim*, en 2018 (2), a permis de développer en France des abattoirs mobiles, comme cela se pratique déjà dans d'autres pays européens depuis de nombreuses années. Un groupe d'éleveu-ses ovins et caprins s'est constitué sur le département de l'Aude. En parallèle, la *Confédération paysanne* a fait un gros travail pour que ce

projet puisse aboutir. Elle a créé un réseau pour relier les différents projets, travaillé sur l'application des décrets et aidé le groupe dans les démarches administratives. Il a fallu aussi informer les vétérinaires qui n'étaient pas au fait de cette pratique. La *Confédération* a organisé deux colloques sur la question depuis la parution de la loi.

Quels sont les arguments en faveur de l'abattage paysan ?

L'objectif premier des éleveurs du groupe était de supprimer le transport des animaux, une des sources

1. La Maison paysanne est une société coopérative d'intérêt collectif de 150 sociétaires dans l'Aude qui réunit agricul-trices et éleveu-ses dans le respect de l'économie sociale et solidaire, de l'écologie et du bien-être animal. Maison paysanne de l'Aude, 1, avenue Salvador-Allende, 11300 Limoux, www.maisonpaysanneaude.fr.

2. La loi *Egalim*, adoptée par le Parlement le 2 octobre 2018, promeut une alimentation saine et durable, ainsi que le rééquilibrage des échanges commerciaux dans le secteur agricole. Elle vise entre autres à protéger les revenus des productrices, à interdire l'élevage de poules en cage, à diminuer l'usage du plastique, à encourager la consommation de produits bio dans la restauration collective, et elle autorise l'abattage paysan à travers la défense du bien-être animal.

principales de leur stress. Les abattoirs sont très loin de certain-es éleveu-ses, qui doivent faire jusqu'à deux heures de route pour y emmener leurs animaux. Il y a aussi le problème de la taille des abattoirs : ils sont de moins en moins nombreux, donc de plus en plus grands. Les animaux attendent plusieurs heures, mélangés avec d'autres. La promiscuité crée de l'agressivité. L'abattage à la ferme permet de les tuer sans qu'ils s'en rendent compte, dans leur environnement quotidien, sans montée d'angoisse.

Comment se présenterait l'Abat'mobile ?

Il y a plusieurs systèmes possibles. Celui choisi par l'Abat'mobile est un caisson d'abattage. Les animaux sont abattus, saignés et suspendus dans ce caisson puis rejoignent une placette où le camion équipé et frigorifié les attend pour que la mise en carcasse soit réalisée. L'abattoir mobile se déplace de ferme en ferme ou de commune en commune. Son déplacement est limité à une heure de trajet.

De la conception à la réalisation, comment avez-vous fait en sorte que ce projet avance ?

Le collectif est indispensable pour réaliser ce type de projet, qui réunit beaucoup d'acteurs. *Pour des abattages paysans* est une association créée en 2020 et dans laquelle des éleveurs tâcherons (3) se réapproprient la mort des animaux. Certains abattoirs ont été fermés par l'État, notamment celui du Vigan (entre le Gard, l'Aveyron et la Lozère) qui a pu être repris par un collectif d'éleveu-ses auto-organisées. Aujourd'hui, c'est un lieu de formation. En effet, il n'existe malheureusement pas de formation pour exercer ces métiers-là. L'abattoir du Vigan permet d'échanger des savoir-faire et d'apprendre les gestes pendant une journée ou deux. Il a fallu aussi s'équiper avec des outils spécialisés dans l'alimentaire et le conditionnement des produits. Puis le projet a pu voir le jour grâce à un financement participatif. On a été

3. Les éleveu-ses tâcheron-nes sont celles et ceux qui pratiquent eux-mêmes l'abattage, sans le déléguer à d'autres.

La chèvre et le chou

Dominic Lamontagne, Jean-François Dubé

Dominic Lamontagne, éleveur paysan, et Jean-François Dubé, militant végane, décident d'ouvrir le dialogue au sujet de l'élevage, du rapport aux animaux, de l'alimentation, de la santé, etc.

À la lecture, il est souvent difficile de se positionner, tant les arguments de l'un et de l'autre sont riches et convaincants. Chacun réfute avec efficacité les arguments de l'autre. "Puisque nous pouvons vivre en bonne santé sans faire souffrir ni abattre des animaux, comment justifier de continuer à le faire ?", demande Jean-François Dubé. Dominic Lamontagne critique quant à lui l'absence d'expériences pratiques d'agriculture végane à même de nourrir l'humanité. Durant tout le livre, l'un comme l'autre auront du mal à sortir de leur logique respective, à répondre à la question posée par l'autre, comme s'il s'agissait d'angles morts de leurs réflexions réciproques.

Dans la partie traitant de la santé, chacun mobilise des études démontrant la nécessité et les bienfaits pour la santé d'un régime soit intégrant les produits animaux, soit végane. Dans la troisième partie, qui concerne "l'environnement", l'éleveur prend en compte de manière convaincante les interactions écologiques et sociales plus vastes, les réalités des paysanneries du monde entier, les formes d'organisation sociale. Son interlocuteur met en avant la nécessité de réduire la consommation de produits animaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les éléments du débat sont posés, à chacun-e de se faire un avis. GG

Éd. Écosociété, 2023, 288 p., 16€.



surpris de voir l'intérêt des citoyens pour cette question de l'abattage.

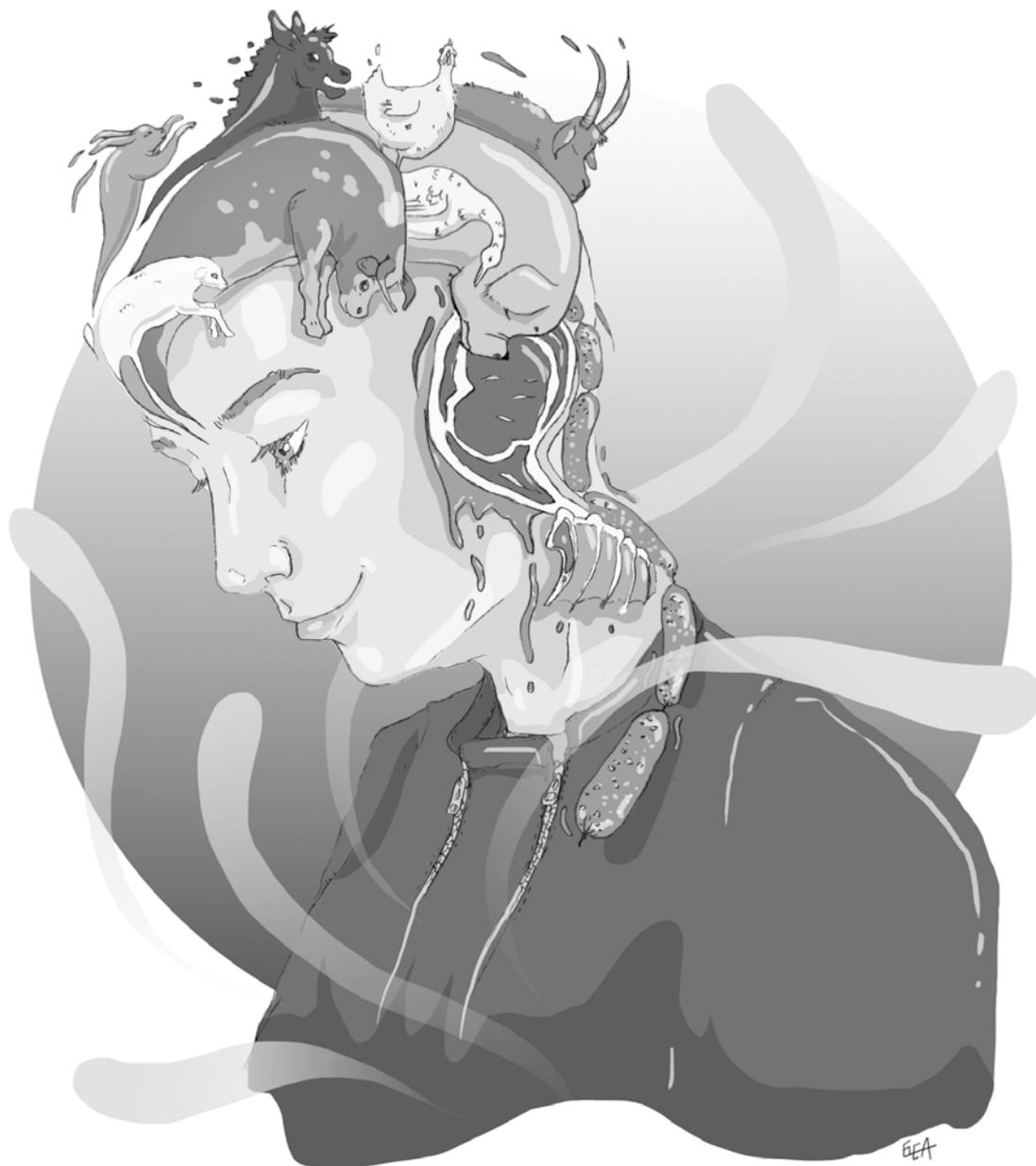
Pour le moment, le projet n'est pas encore en fonctionnement. Qu'est-ce qui ralentit sa mise en œuvre ?

C'est un projet long à mettre en place. À l'heure actuelle, il n'y a pas encore d'abattoir mobile en France. D'abord, il a fallu attendre la parution des décrets après le vote de la loi. Les démarches administratives sont contraignantes. Nous avons eu de longs échanges avec la *Direction générale de l'alimentation*. La *Confédération paysanne* a été d'une grande aide. Il faut présenter un plan de maîtrise sanitaire, un agrément, les éleveurs doivent se former. À l'échelle locale, il faut tout inventer : la structure juridique, la gestion des déchets, trouver des financements, des communes qui acceptent d'accueillir l'abattoir,... Les paysan-nen ont aussi leur travail à côté. Ça avance petit à petit. Pour le moment, la région ne nous a pas octroyé d'aide financière. On est dans l'attente. L'idée est que

la *Maison paysanne* investisse dans l'Abat'mobile. Ensuite, on aimerait que les communes prennent en charge l'installation des placettes avec l'accès à l'eau et l'électricité. Il y aura un surcoût, lié au fonctionnement, qui se répercutera sur le prix de la viande mais les consommatrices sont déjà sensibilisées, notamment par les éleveu-ses membres du projet qui vendent en direct. On réfléchit à la création d'un label pour faire connaître les conditions d'abattage des animaux.

Comment est perçu le projet par les abattoirs environnants ?

En dix ans, on a perdu trois abattoirs dans le département. On essaie de se rapprocher des éleveu-ses éloignées de l'abattoir principal. Beaucoup font de la route vers les départements voisins pour en trouver un encore en fonctionnement. L'abattage mobile n'est donc pas une concurrence mais un moyen de ramener des éleveu-ses dans l'Aude. ♦



Un projet d'abattage des animaux à la ferme en Loire-Atlantique

Charline Devis est animatrice à l'association *Abattage des animaux sur leur lieu de vie (AALVie)*, située en Loire-Atlantique, où de nombreux abattoirs ont fermé. Il est très compliqué pour des éleveu-ses qui ont accompagné leurs animaux pendant plusieurs années de se voir déposés de leurs dernières heures de vie, souvent les plus stressantes qu'ils aient connues, à cause du transport et des conditions d'abattage. La spécificité du projet de l'association est de prendre en compte toutes les espèces : *"Plusieurs projets d'abattage mobile concernent uniquement les ovins et caprins. Il nous paraît important d'intégrer l'abattage bovin."*

L'association travaille également à la création d'une mention valorisante ("*Né, élevé et abattu à la ferme*") qui mettrait en valeur des choix de pratique d'élevage. *"L'idée est que l'abattage vienne conclure de façon cohérente un système d'élevage respectueux de l'animal"*, explique-t-elle. La notion de bien-être animal est essentielle, mais aussi celle d'une ferme responsable et écologique dans sa

globalité, incluant en priorité le pâturage. Charline Devis explique : *"L'élevage permet de favoriser les prairies, qui sont des nids de biodiversité et surtout des filtres pour les nitrates."*

Inspiré des abattoirs mobiles d'Allemagne et de Suède, le mode de fonctionnement envisagé est de taille réduite. Il ne s'agit pas d'un poids lourd où toutes les manipulations seraient effectuées, ce qui supposerait une infrastructure communale adaptée et une consommation d'énergie pour le refroidissement. L'AALVie a fait le choix d'un caisson mobile d'abattage, puis d'un transport de la carcasse vers un lieu de conditionnement, situé à moins d'une heure de route.

Le plus gros problème actuel réside dans les sources de financement. Les aides des collectivités sont essentielles car une activité d'abattage seule n'est pas rentable en France. Seules la transformation et la vente de la viande sont lucratives.

Marjorie Écochard

À vos bêtes

Le réseau À vos bêtes a pour objectif de montrer qu'un élevage paysan soucieux du vivant est possible et nécessaire pour reprendre des terres à l'agro-industrie. Rencontre avec Juliette, une des éleveuses à l'origine de cette initiative.

La deuxième édition des rencontres À vos bêtes a réuni des éleveuses, des ouvrières agricoles et des jeunes plus ou moins engagés dans des projets d'installation sur le plateau de Millevaches à l'été 2022. Cette initiative part du constat que de nombreuses agriculteur·ices, et notamment des éleveu·ses, vont partir à la retraite ces prochaines années, ce qui va libérer beaucoup de surfaces agricoles. "Si on n'installe que des maraich·ères, ça ne va pas suffire. L'élevage permet de reprendre beaucoup plus de terres à l'agro-industrie", constate Juliette, éleveuse et coorganisatrice des rencontres.

L'objectif du réseau À vos bêtes est de promouvoir un certain type d'élevage, fondé sur des pratiques paysannes soucieuses des milieux de vie et de leurs habitant·es — humains ou non. À l'inverse d'une partie du mouvement écologique qui tend à diaboliser l'élevage, le réseau veut montrer que d'autres formes d'élevage sont non seulement possibles mais également souhaitables. "Oui, il faut manger moins de viande, oui, plein d'élevages sont destructeurs, mais il y a plein de pratiques qui sont respectueuses, estime Juliette. De nombreuses éleveu·ses et militant·es écologues doivent être alliés face à l'industrie."

Un rapport écologique au monde

"Si les vaches sont nourries à l'herbe, ça permet de préserver tout un tas de types de milieux comme les zones humides ou les prairies", explique Juliette. "Ça incite à

découvrir le territoire de manière sensible au vivant, ajoute-t-elle. Tu as une relation de travail, de cohabitation avec tes bêtes. C'est un rapport beaucoup plus dense qu'un rapport uniquement affectif." À ses yeux, cette activité développe finalement un lien moins hors-sol et bien plus écologique au monde.

Dans le futur, À vos bêtes a pour projet de lancer un compagnonnage qui s'adresserait à "des personnes qui viennent à la fois dans une démarche politique, et parce que ce rapport aux animaux d'élevage leur plaît". À vos bêtes est convaincu de la nécessité de s'installer en élevage et de propager des pratiques d'élevage vertueuses, mais le réseau considère que ce n'est pas suffisant. Son but est aussi de s'organiser pour participer à des actions collectives et les soutenir.

"Plein de gens étaient militants et s'arrêtent quand ils s'installent dans leur ferme, regrette Juliette. On réfléchit à des formes d'agriculture qui permettent de continuer un combat politique à côté. S'installer en élevage est un geste politique à la base, mais ça peut l'être encore plus en étant relié à des luttes." Le collectif *La Lutte des sucs* contre le projet de contournement routier RN88 en Haute-Loire est un bon exemple : depuis juin 2023, il occupe les terres menacées par le tracé de la route en faisant pâturer un troupeau de brebis pour s'opposer à leur bétonisation et affirmer leur vocation nourricière (1). ♦

1. Voir notre article "Jardins pirates : cultiver la terre pour la défendre", *Silence*, n° 519, mars 2023.



♦ Contact : avosbetes@riseup.net

2006

Un besoin de technologies plus simples

Dans le numéro 331, de janvier 2006, sur les alternatives en Ariège, Dominique Masset, maire d'une petite commune, explique qu'il préfère transformer son village pour aller vers plus d'écologie que de créer un éco-village. Cet article va être cité de nombreuses fois car les analyses sur les éco-villages, éco-hameaux ou habitats groupés montrent que l'on a souvent une trop grande homogénéité de population.

Le dossier du n°332 porte sur comment créer un média alternatif. Le maquettiste s'amuse en page 4 à faire un photo-montage avec un kiosque où il n'y a de visible que des titres alternatifs.

L'association *Survie* présente un dossier sur la Françafrique dans le n°335, de mai, avec en complément un moyen de lutter contre ces pratiques de pillage : la décroissance. Moins tu consommes ici, moins tu pillas là-bas.

Fret international, quel avenir ?

Dans le Val Suza (Italie), des manifestations monstres se tiennent contre le projet de ligne à grande vitesse Lyon-Turin et ceci avec le soutien des *Verts italiens* qui dénoncent une volonté d'augmenter le fret international. En France, au contraire, les *Verts français*, à cette époque, soutiennent le projet pour lutter contre la multiplication des camions dans les Alpes. Dans le n°336, de juin, nous interrogeons Gérard Leras, élu vert régional qui ne croit pas à une décroissance du fret. Quelques années plus tard, les *Verts français* rejoindront l'opposition à ce projet démentiel lancé en 1991 et toujours en chantier 30 ans plus tard (1).

Dans ce même numéro, le dossier porte sur les moyens de penser la transition pour aller vers une décroissance : les petits gestes,

1. Voir aussi notre article : "Des milliers de manifestant-es contre la ligne ferroviaire Lyon Turin", *Silence*, n°524, juillet 2023.



les actions collectives... Cela anticipe de quatre ans sur un gros mouvement à venir, celui des villes en transition.

Vincent Peyret coordonne le dossier "Technologies contre autonomie" dans le numéro de septembre (n°338). C'est à cette occasion qu'il introduit la question des dangers des nanotechnologies.

Il y a en France plus de 11 millions de personnes en situation d'handicap. Il y a peu d'alternatives aux institutions classiques car la législation est dissuasive. Dans le dossier du n°339, d'octobre, nous présentons une initiative née des communautés *Camphill* et d'autres exemples... en Suisse et en Grande-Bretagne.

Une recherche et une santé décroissantes

Dans le n°340, François Schneider développe l'idée que la décroissance doit s'accompagner d'une nouvelle forme de recherche pour aller vers la basse-technologie (*low-tech*). Il va créer son propre centre de recherche appliqué en 2011 : *Can Decreix*, à Cerbère, à la frontière espagnole.

"La maladie, c'est bon pour la croissance" est le titre de l'éditorial du n°341, de décembre, consacré à la décroissance dans le domaine de la santé. Un médecin de santé publique explique combien la prévention peut diminuer nos besoins de santé et s'appuie sur les techniques simples développées dans les camps humanitaires. Serge Mongeau, médecin, appelle à sortir de l'industrie de la maladie. Cécile Baudet, journaliste à *Alternatives Santé*, montre la place que peuvent prendre les médecines dites "alternatives". À relire en temps de crise dans le domaine de la santé.



Chaque mois, Michel Bernard retrace l'histoire de la revue *Silence*, année après année.

Médias

◆ **Campagnes solidaires**, "Le logement, frein à la reprise des fermes", n° 395, 24 p., 6 €. Aujourd'hui la transmission d'une ferme se heurte souvent à la difficulté de se loger. Beaucoup d'exploitations sont



vendues sans habitation. La question d'habiter sa ferme est au cœur des luttes contre la disparition programmée des paysannes. Un dossier qui creuse un enjeu essentiel, de la pression immobilière aux logements indécents dans les alpages en passant par les entraves ad-

ministratives à l'habitat léger. Mais aussi un exemple d'habitat participatif agricole, un modèle de logement social paysan, etc.

◆ **Politis**, "Océans, face à l'amer", n° 1767, juillet-août 2023, 52 p., 5,50 €. L'hebdo a publié cet été un numéro entièrement consacré aux océans. Entretien

très politique avec Claire Nouvian de l'association *Bloom*, le grignotage des côtes dans le Cotentin, les politiques de la pêche, portraits d'actives, l'océan, terrain de chasse du capitalisme extractiviste, défendre les biens communs, etc.



ALTERNATIVES

Ardèche

Formation EVEIL

EVEIL (Encourager valoriser les expérimentations et les initiatives locales) est un parcours de formation mené depuis 2018 en Sud-Ardèche. Il a pour but de faire émerger des projets collectifs d'intérêt général en Ardèche (ou sur d'autres territoires ruraux). Cette formation professionnelle est organisée par l'association *Amesud* et *Le Mat 07*. La session 2023-2024 démarre en novembre, elle dure 6 mois à plein temps, ses coûts pédagogiques peuvent être pris en charge par *Pôle Emploi*. À Joyeuse, mais aussi à la rencontre d'entreprises de l'économie sociale et solidaire. Pédagogies participatives et coopératives.

◆ *Amesud, 1 rue de la Gare, 07260 Joyeuse, www.amesud.fr. Le Mat 07, www.levielaudon.org.*

Bouches-du-Rhône

L'Après M, un fast-food social

Ancien *McDonald's* mis sous liquidation financière, *L'Après M* est un fast-food social à Saint-Barthélemy, dans les quartiers nord de Marseille, né d'une lutte acharnée. En 2020, les salarié-es mobilisé-es pour défendre leurs emplois ont réquisitionné le lieu et initié un ensemble de projets solidaires. Pendant le confinement, ils et elles ont collecté et distribué 3 500 colis par semaine et nourrit près de 14 000 personnes. Une société coopérative d'intérêt collectif (Scic) a racheté le lieu en 2021 et a permis d'employer 30 salarié-es, dont 23 personnes en insertion. Depuis le 10 décembre 2022, le lieu recommence à servir des burgers. Des projets sont encore à venir dans les prochains mois, comme une conserverie populaire et une cuisine pour préparer des repas chauds distribués aux personnes à la rue.

◆ *Contact : L'Après M, 214 chemin de sainte Marthe 13014 Marseille, 07 69 89 68 36, apresm13@gmail.com, www.apresm.org.*



AGRICULTURE

Martinique

Agroforesterie au gré des vents

Sous les alizées, sur les versants sud du volcan encore en dormance du Vauclin, cela fait plus d'une dizaine d'années qu'une famille de passionné-es associe sol aride et caillasseux, peuplé de fausse monnaie (un *acacia* épineux) et biodiversité fruitière, nourrissante, privilégiant les variétés anciennes et insulaires.

Ânes, abeilles, cabris et gommiers rouge se côtoient. Éco-constructions, cabane en dôme de terre, terrassements, cheminements et création de réserves d'eau sont pratiqués sur ce versant particulièrement sec, premier écueil des nuages qui ne déverseront leurs réserves que plus au nord suivant la chaîne volcanique. Le *Domaine de Macabou* valorise ses productions atypiques tous les dimanches autour de sa table d'hôte, associée à la visite de la ferme. Les projets futurs se tournent vers une démarche plus thérapeutique dans une approche holistique du soin, ou comment les plantes et une bonne relation avec notre environnement peuvent améliorer notre présence au monde.

◆ *Domaine de Macabou - Petit Macabou au Vauclin, alzoubiceline@gmail.com, tél. : 06 96 51 03 02.*

Belgique

Le réseau Radis, créateur de liens



Le Réseau alimentaire *Dinant solidaire (Radis)*, créé en 2021 par *Nature et Progrès* et par la fondation *Cyrus*, a pour but de développer une alimentation bio et locale dans la région dinantaise, avec une dimension solidaire (accessible au plus grand nombre) et participative. Il a permis l'installation d'un maraîcher bio, un partenariat avec des cantines scolaires, l'organisation d'un atelier

de panification et la création d'une filière de farine bio locale, des rencontres en lien avec *Y Voir Transition*, etc. Prochainement, il devrait permettre l'ouverture d'une boulangerie d'insertion bio.

◆ *Contact : www.reseau-radis.be.*

Chroniques terriennes

Une enquête... en eau trouble

Au terme d'une enquête qui aura duré plusieurs mois, menée par *Agir pour l'Environnement*, il nous est possible d'affirmer que plusieurs dizaines de milliers d'analyses conduites par des labos agréés supposés traquer la présence de pesticides, antibiotiques, plastifiants et autres molécules chimiques dans les eaux de surface, contreviennent à la réglementation.



Ceci est d'autant plus scandaleux que cette réglementation est elle-même très loin de reposer sur les standards les plus protecteurs. Sur quoi repose l'infraction ?

Pour mener à bien des analyses normalisées, les laboratoires doivent suivre des protocoles fixant des "limites de quantification". Ces protocoles visent à éviter que ces organismes n'utilisent pas la bonne "loupe", au risque d'être frappé de cécité, de ne pas identifier des molécules en faible quantité, et ainsi d'en conclure trop rapidement à l'absence de produits chimiques dans les eaux de surface.

Des analyses de moins en moins précises

Les "limites de quantification" varient fortement au fil des années et des territoires. Certains laboratoires conduisent des

analyses de moins en moins précises d'une année sur l'autre, en augmentant ces limites. Ils laissent ainsi penser de façon erronée que la présence de pesticides et d'antibiotiques tendent à baisser. *Agir pour l'Environnement* a réanalysé plus de 50 millions d'analyses produites entre 2019 et 2021.

Chaque année, pas moins de 300 000 analyses sont conduites de manière insuffisamment précises, avec des limites de quantification supérieures aux valeurs réglementaires. Cette façon de faire équivaut à mobiliser des forces de l'ordre sur le bord des autoroutes afin de contrôler les vitesses autorisées, avec des radars ne pouvant mesurer les vitesses supérieures à 60 km/h. Il y a fort à parier qu'aucun-e automobiliste ne sera ce jour-là verbalisé-e... Ainsi, en 2021, 1 088 analyses de glyphosate (soit près de 5 % des analyses menées) n'étaient pas conformes. Pour certaines molécules comme le *mirex* (insecticide) ou le *captane* (fongicide), cela concerne une analyse sur deux !

Ne pas chercher pour ne rien trouver

Le pire, c'est que les labos sont capables de faire des mesures bien plus précises que ce que leur impose la réglementation. À titre d'exemple, certains labos peuvent détecter des molécules de glyphosate à une concentration 15 fois inférieure à celle fixée par la réglementation. Pour le *Bispéhnol A*, la réglementation impose une limite de quantification de 0,05 µg/L, mais les labos les plus rigoureux identifient des particules de *Bispéhnol A* à une concentration de 0,0001 µg/L... soit 500 fois plus précisément.

Partant du principe qu'on ne trouve que ce que l'on cherche, il y a fort à parier que certains lobbies s'activent discrètement afin d'éviter une trop grande transparence et jouent sur les protocoles pour aboutir aux résultats qu'ils attendent. Circulez, il n'y a rien à voir, car vos lunettes sont rayées... Le simple fait d'opter pour une myopie institutionnalisée permet de tirer des conclusions erronées, mais rassurantes. Pas vue pas prise ! Il est de la première urgence de revoir et faire appliquer les protocoles d'analyses afin de connaître précisément la teneur des eaux de surface en substances chimiques.

Stéphen Kerckhove

En partenariat avec : Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.



Epinal, peinture murale de l'artiste RNST, 2019, "Il est temps de sauver la nature".

EN BREF !

♦ Un trafiquant de glyphosate condamné.

9 000 litres d'herbicides à base de glyphosate ont été vendus illégalement par un homme à des particuliers. En fuite, il a été condamné le 23 mai 2023 à un an d'emprisonnement, 10 000 € d'amende, la confiscation des sommes saisies et l'interdiction de gérer une société pendant 5 ans. L'association *Génération Futures* s'était portée partie civile. *Génération Futures*, 179 rue La Fayette, 75 010 Paris, www.generations-futures.fr.

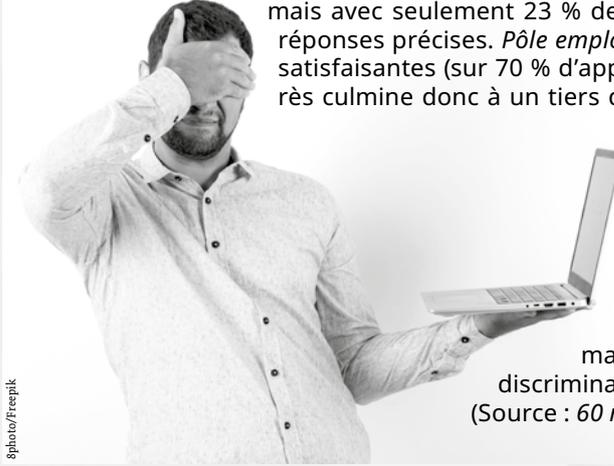
EN BREF !

◆ **Intelligence artificielle : des travailleurs exploités s'organisent.**

Nous avons montré dans un article de notre n° 517 le travail humain caché derrière les pseudo "intelligences artificielles" (IA). En mai 2023, au Kenya, des sous-traitantes de ces IA (*ChatGPT*) mais aussi de *Facebook* et *TikTok* ont créé le premier syndicat des modératrices de contenus. Iels dénoncent leurs conditions de travail, mais aussi leur santé mentale mise à mal par les atrocités qu'ils doivent regarder et "modérer" à longueur de journée.

Sans internet, des services publics fortement dégradés

15 % des Français-es ne disposent pas de connexion internet et 28 % s'estiment peu ou pas aptes à effectuer une démarche administrative en ligne. L'association *60 millions de consommateurs* a réalisé fin 2022 des tests (plus de 1 500 appels en tout) pour évaluer les réponses aux appels téléphoniques des différents services publics. Pour la *Caf*, une personne sur deux n'est pas parvenue à joindre quelqu'un, après 3 appels. Sur les appels aboutis, une sur deux a réussi à avoir une réponse concrète à sa demande. Une minorité s'est vue proposer l'envoi d'un formulaire papier, ou un rendez-vous physique. L'assurance maladie fait pire avec 72 % d'appels non-aboutis, 22 % des appels aboutis recevant une réponse acceptable, et 5 % une réponse précise et satisfaisante (soit 3,6 % d total des appels) ! La *Caisse d'assurance retraite* voit 72 % des appels aboutir, mais avec seulement 23 % de réponses satisfaisantes et 5 % de réponses précises. *Pôle emploi* fait mieux avec 50 % de réponses satisfaisantes (sur 70 % d'appels aboutis). Le gagnant du palmarès culmine donc à un tiers d'appelant-es recevant une réponse satisfaisante au bout de 3 tentatives ! "On demande à l'usager de s'adapter au service public, et non l'inverse", commente la défenseuse des droits, Claire Hédon. On touche là à l'absurdité de la logique du tout-numérique, mise en place sous l'influence des lobbies informatiques, mais contre-productive, discriminatoire et attentatoire aux droits. (Source : *60 millions de consommateurs*, n° 588)



Spphoto/Freepik

SANTÉ

EN BREF !

◆ **Réglementer les produits toxiques, une urgence.**

La réglementation européenne encadrant les substances chimiques les plus dangereuses, *REACH*, souffre depuis longtemps d'une grande faiblesse, ne contrôlant qu'une infime minorité des molécules mises sur le marché. Sa révision, prévue depuis un an, ne cesse de prendre du retard en raison de la pression des lobbies. Le gouvernement français semble vouloir bloquer lui aussi cette révision. 37 organisations interpellent le gouvernement français pour qu'il s'engage à accélérer la mise en place de cette révision, qui pourrait réglementer la diffusion

de certains produits tels que les PFAS, ces "polluants éternels". Parmi elles, *Génération Futures*, *Notre affaire à tous*, *France nature environnement* et *Greenpeace*. La révision pourrait avoir lieu au dernier trimestre 2023, si elle n'est pas encore retardée...

◆ **Nanoparticules autorisées mais dangereuses.**

Les nanoparticules de dioxyde de titane sont interdites dans les produits alimentaires mais encore autorisées dans les dentifrices et les médicaments. Pourtant, deux études parues en mai 2023 dans des revues scientifiques, montrent que leur ingestion favorise le diabète et l'obésité, et qu'elles peuvent passer

directement dans le sang via les muqueuses de la bouche, et détériorer l'ADN des cellules buccales exposées. *Avicenn*, *MVAC 11e BAL 197*, Paris 75011, <https://veillenanos.fr>.

◆ **Ondes électromagnétiques et cancers du cerveau.**

Une étude épidémiologique menée par le chercheur Jinyoung Moon et parue en Corée du Sud en avril 2023 établit une corrélation forte entre le taux d'exposition aux ondes électromagnétiques des téléphones portables et l'augmentation constatée de cancers du cerveau. Les zones du cerveau les plus proches de l'appareil sont les plus concernées. En France, le nombre de glioblastomes, les cancers

les plus graves du cerveau, a été multiplié par 4 en 30 ans.

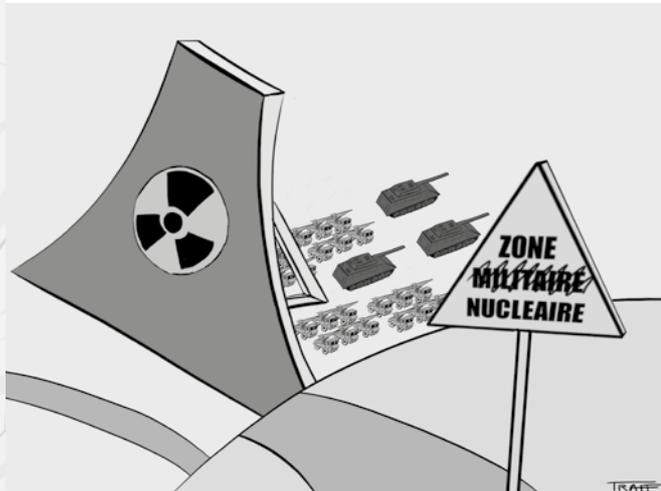
◆ **Bayer condamné pour publicité trompeuse sur le RoundUp.**

Le 15 juin 2023, le groupe *Bayer*, qui a racheté *Monsanto*, a été condamné à verser une amende de 6,3 millions d'euros à l'État de New-York pour publicité mensongère. La firme affirmait en effet dans ses publicités que l'herbicide *Roundup*, à base de glyphosate, ne tuait que les mauvaises herbes, ne posait aucun danger pour la faune sauvage et n'était pas plus dangereux que des produits du quotidien comme le liquide vaisselle.

NUCLÉAIRE

Le nucléaire pour l'armée, pas pour le climat !

Les centrales nucléaires ont toujours eu un rôle militaire : point de matières fissiles pour les bombes atomiques sans réacteurs nucléaires. Mais depuis les années 1960, les gouvernements successifs ont toujours essayé de masquer cette réalité.



Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le nucléaire "civil" n'étant pas compétitif face aux énergies renouvelables, étant trop dangereux, et produisant des déchets dont on ne sait toujours pas quoi faire, il devrait logiquement être abandonné. Mais l'armée n'est pas d'accord.

Alors pour s'assurer de la poursuite du nucléaire, les instances militaires investissent de plus en plus les lieux de décision du nucléaire civil. Le *Canard enchaîné* du 1^{er} mars 2023 donne une longue liste de la présence des militaires dans ces instances : le contre-amiral Christian Bourmaud

a été nommé en 2021 à la tête du site de recherche du CEA (*Commissariat à l'énergie atomique*) à Cadarache (Bouches-du-Rhône), site où s'expérimentent plusieurs types de réacteurs, dont ITER, en construction depuis 2006, et dont le chantier compte déjà 8 ans de retard. L'inspection générale de la sûreté des sites nucléaires, à EDF, a été confiée la même année à Jean Casablanca, amiral. Il travaillera avec Cédric Lewandowski, directeur du même service, ancien directeur de cabinet du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, lequel gère les ventes d'armes de la France depuis longtemps. La société Orano a embauché l'amiral Pascal Wilz pour la sûreté de ses usines. En novembre 2022, le gouvernement a nommé Joël Barre, ingénieur général de l'armement, à la tête de la délégation interministérielle du renouveau du nucléaire. Celui-ci a embauché Hervé Guillou, ex-patron de la société nationale des navires militaires, pour superviser les chantiers des futurs EPR. Le programme des futurs EPR est présenté comme civil... et pourtant il a été entériné le 3 février 2023 par le Conseil de politique nucléaire tenu à l'Élysée et organisé par... le *Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale*. Le rapport adopté ce jour-là a été rédigé par Daniel Verwaerde, directeur des applications militaires du CEA.

L'influence de l'armée a toujours été constante. En 1984, les opposant-es à Superphénix avaient réalisé un faux numéro d'un grand quotidien *L'Aberration* qui titrait déjà "À Malville, EDF fait la bombe" (encarté dans le n°44 de *Silence*).

Autant dire que le "nucléaire qui va sauver le climat" est une belle image opportuniste pour masquer les réalités de cette industrie.

Meuse

L'Augustine, lieu de résistance antinucléaire

L'Augustine est née en 2021 dans la région de Bure dans un esprit de résistance au projet d'enfouissement de déchets nucléaires. Ce lieu se veut complémentaire de la *Maison de résistance à la poubelle nucléaire*, en se centrant davantage sur des activités à long terme et moins sur l'accueil permanent. Déjà installée, la maison est en cours d'achat pour la pérenniser. Le lieu accueille déjà une distribution hebdomadaire de légumes et un bar associatif. Un four à pain a été construit et un fournil est en construction. Le collectif maraîcher *Les Semeuses* y a créé un espace de stockage. Le lieu sert aussi à l'accueil et au soutien logistique lors d'événements antinucléaires, et organise des concerts, projections, etc. Des travaux, de chauffage notamment, sont en cours. L'Augustine fait appel à la solidarité économique et propose de cotisations mensuelles.

♦ L'Augustine, Melpomène, 55290 Mandres-en-Barrois, melpomene@riseup.net. Informations sur bureburebure.info ou encore sur <https://lessemeuses.noblogs.org> ou auprès du Réseau Sortir du nucléaire, tél. : 04 78 28 29 22, www.sortirdunucleaire.org.

Grâce à EDF, nos impôts vont payer les EPR britanniques !

Pour vendre ses EPR à la Grande-Bretagne, EDF avait annoncé un coût par réacteur de 18 milliards de livres et un fonctionnement à partir de 2017. Mais une fois les contrats signés, avec une participation financière chinoise, les retards de chantier se sont multipliés et les coûts se sont envolés. Début février 2023, EDF a annoncé un nouveau calendrier qui prévoit maintenant un démarrage en 2026 pour un coût qui atteint 32,7 milliards de livres... soit presque le double du prix annoncé dans le contrat. Et problème : le partenaire chinois a annoncé qu'il ne paierait pas plus. Le gouvernement britannique non plus. C'est donc EDF qui va devoir payer. Problème : EDF ayant déjà une dette record de 64,5 milliards d'euros, c'est à coup sûr l'État français qui va payer, donc nous...

EN BREF !

♦ **Sites pour les EPR.** Le conseil de politique nucléaire a annoncé le 19 juillet que les 6 nouveaux EPR devraient être implantés à Penly (Seine-Maritime), Gravelines (Nord) et Bugey (Ain). Si les deux premiers sites sont au bord de la mer, le dernier, au bord du Rhône, est particulièrement problématique dans la mesure où les réacteurs actuels de Bugey sont arrêtés presque chaque été pour ne pas faire augmenter de manière excessive la température de l'eau du fleuve... et que le débit de ce fleuve est appelé à fortement baisser dans les décennies à venir (les études prévoient une baisse du débit entre 30 et 50 % d'ici 2050).

HAUSSE ALARMANTE DE LA TEMPÉRATURE DES OcéANS



Les plantes montent en latitude et en altitude

Une étude publiée en février 2023, réalisée en Amérique du Nord, observant la flore du Mexique au Canada, montre qu'en moyenne, les plantes montent en latitude de 6,7 mètres par an pour la période 1984-2011, soit quatre fois plus vite que la période observée précédemment. Le record a été observé au Nouveau-Mexique, avec un déplacement de 11,2 mètres par an.

Une autre étude publiée dans *Science* en juin 2022, montre la même évolution dans les Alpes suisses et autrichiennes. Cette étude, qui porte sur la période 1984-2021, conclut que la surface alpine au-dessus de 1 700 m a augmenté son couvert végétal de 77 %. Les surfaces enneigées à l'année ont, quant à elles, baissé de 9 %. Cette baisse de l'enneigement pourrait à terme conduire à une baisse des disponibilités en eau et ralentir la montée de la végétation.

Et quand les plantes auront atteint les sommets, il n'y aura plus de solutions pour résister au réchauffement.

ÉNERGIES

Les renouvelables ne font pas baisser le recours aux fossiles

La production d'électricité provenant des énergies renouvelables a progressé de 9,6 % au niveau mondial en 2022. Pourtant cela ne suffit pas pour faire baisser le recours aux énergies fossiles car la consommation électrique a augmenté dans le même temps de 6 %. Entre 2000 et 2022, la production des énergies fossiles a augmenté de 17 %. Selon l'*Agence internationale de l'énergie*, il faudrait que le rythme de développement des énergies renouvelables soit multiplié par trois pour que commence à baisser le recours aux énergies fossiles... en supposant une poursuite de la hausse de la consommation électrique à la vitesse actuelle. Un scénario trop peu ambitieux car ne prenant pas en compte la sobriété.

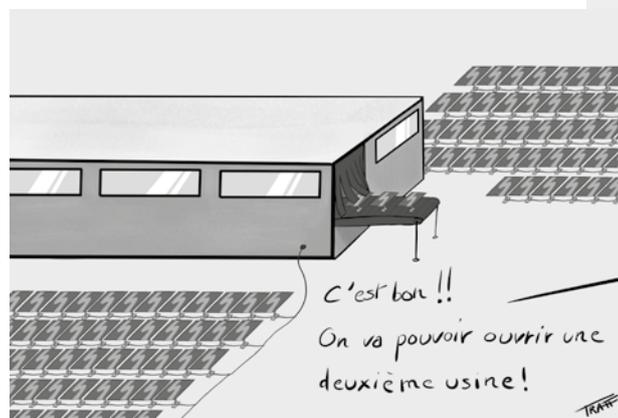
Marseille : énorme usine de panneaux solaires

Toute la production mondiale de photopiles est aujourd'hui concentrée en Chine. Cela peut vite être un problème en cas de saturation des transports maritimes comme c'est le cas depuis 2020, ou en cas de conflit, comme pour le gaz russe. Pour remédier à cela, le gouvernement a lancé un appel pour la construction d'une énorme usine en France. Le projet retenu prévoit l'implantation de cette usine sur le port autonome de Marseille. Elle devait employer 3 000 personnes dès sa mise en route en 2025 et vise 10 000 personnes en 2030. En 2025, elle devrait être capable de produire 5 000 MW de panneaux par an, en 2030, 20 000 MW. C'est énorme, car avec un facteur de charge de l'ordre de 20 %, cela correspondrait à la production de 4 réacteurs nucléaires par an.

La principale interrogation provient de la consommation d'eau : cela nécessiterait 3 milliards de m³ d'eau par an. Cela fait de l'ordre de 100 m³/seconde. L'eau du Rhône pourrait être utilisée. Le fleuve a certes un débit moyen de 1 700 m³/s, avec une débit réservé pour le maintien de la faune et de la flore de 700 m³/s. Or, en période estivale, il arrive déjà que le débit descende en-dessous de cette valeur et les études concernant le changement climatique montrent une baisse régulière du débit en été.

Autres interrogations : où va-t-on mettre ces km² de panneaux ? A-t-on besoin d'autant d'énergie ? Quelle part pour les usages citoyens, quelle part pour les usages industriels ?

Un autre calcul est le suivant : avec une telle capacité de production, il y a de quoi fournir la totalité de l'électricité en France en 30 ans de production. Sachant que par ailleurs on multiplie les parcs éoliens et que l'hydroélectricité fournit chaque année environ 16 % de notre consommation électrique, que fait-on de la production de cette usine géante ? On vend les panneaux à la Chine ?

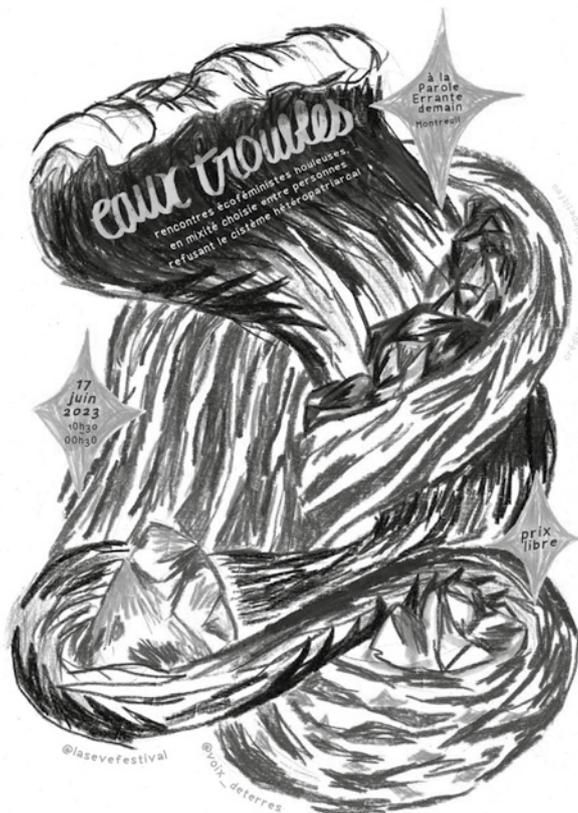


Rencontres en Eaux Troubles

La Sève et Voix Déterres ont organisé une journée intitulée "Eaux Troubles, rencontres écoféministes houleuses" le 17 juin 2023 à la Parole Errante, à Montreuil, en Seine-Saint-Denis. Les deux collectifs se sont déjà associés, avec d'autres, pour une "journée découverte des écoféminismes" à Paris en novembre 2022. Pour cette journée de juin, les envies sont à un événement festif, placé sous le signe de l'eau : fluide, débordante, vivante et menaçante... Troublant alignement des éléments, un furieux orage a justement éclaté au milieu de l'après-midi, suscitant une joyeuse agitation. Environ 300 personnes sont passées dans la journée, dispersées dans les différents espaces, devant une projection, en cercle dans l'herbe ou sous les chapiteaux.

Les vases communicants des luttes

Les rencontres défendent un "écoféminisme radical au carrefour des luttes écolo, queer, féministes, décoloniales, handies, de classe, antispécistes". La diversité des ateliers de la journée en est le reflet : expression corporelle liant danse et adelphité (1), projection de films, lecture collective de texte, ou encore écoute d'un épisode d'un podcast (2) et partage d'expériences sur l'écologie queer. Certains ateliers font intervenir d'autres collectifs comme la Legal Team (collectif de défense juridique collective) pour une discussion-formation sur l'anti-répression, le collectif sexpositif Agentivæ pour un atelier sur le consentement, et le Laboratoire des résistances pour l'élaboration d'une "fresque des résistances", soit une sorte de cartographie de la diversité des mouvements et des modes d'action. Le collectif Vietnam Dioxine a quant à lui proposé le visionnage d'un film (3), ainsi qu'une exposition. Le soir, après la cantine des Femmes Battantes, s'enchaînent des performances, une chorale féministe, des dragshows et DJ sets.



D'affluents divers en horizons communs

L'évènement est ouvert aux "personnes refusant le système hétéropatriarcal" : cette mixité choisie spécifique, qui est celle appliquée au sein du collectif Voix Déterres, permet de fonder l'organisation sur des positionnements politiques. C'est une manière d'accueillir des alliés-es, et de prendre en compte la complexité des appartenances sociales, dans une perspective intersectionnelle. Ce rassemblement est aussi l'occasion de se donner les rendez-vous de l'été : le festival organisé par La Sève à Dijon fin juillet, mais aussi les Digitales, festival d'"écologies vénéneuses", qui ont eu lieu fin août à Montreuil.

Henriette Laure

◆ Contact :

Le collectif La Sève : <https://lasevefestival.fr>, lasevefestival@riseup.net.

Le collectif Voix déterres : <https://voixdeterres.fr>, voix_deterres@riseup.net.

La Parole Errante : 9, rue François Debergue, 93100 Montreuil, <https://laparoleerrantedemain.org/>, info@laparoleerrantedemain.org.

- (1) L'adelphité est un mot neutre du point de vue du genre pour parler de relations comme la sororité ou la fraternité.
- (2) Avis de tempête, saison 2, épisode 11, Éclotions transpédégouines – faire proliférer les écologies queer, sur arteradio.com.
- (3) Kate Taverna et Alan Adelson, Agent orange, la dernière bataille, 2021, 54 min.

EN BREF !

◆ Andorre, bastion anti-avortement.

Le minuscule État situé entre la France et l'Espagne est régi par une législation qui considère l'avortement comme un crime, même après un viol. Vanessa Mendoza Cortés a dénoncé cet état de fait

et est passible d'une peine d'emprisonnement, transmuée en peine d'amende. Elle est constamment suivie par deux policiers. Son procès est prévu pour fin 2023. Mais en fait, qui gouverne Andorre ? Les deux co-princes, à savoir un évêque traditionaliste et... Emmanuel Macron.

◆ Attentat homophobe à Tours.

Au cours du premier semestre 2023, le centre LGBTI de Touraine, situé à Tours, a été vandalisé à de nombreuses reprises. Le 22 mai, il a été attaqué à l'explosif alors que des salarié-es et bénévoles se trouvaient sur place. Iels ont réussi à

s'échapper avant l'explosion de la bombe artisanale. Des interrogations demeurent sur le refus du parquet de qualifier cet acte d'"attentat terroriste". Les agressions homophobes et transphobes ont augmenté de 28 % en 2022 en France par rapport à l'année précédente.

PAIX & NON-VIOLENCE

États-Unis : contaminés par les essais nucléaires

L'ouverture des archives militaires a permis de mieux connaître les conséquences des premiers essais nucléaires réalisés à l'air libre sur le territoire des États-Unis. Selon une étude publiée le 20 juillet 2023 et reprise dans le *New York Times*, le nuage radioactif provenant du premier essai nucléaire le 16 juillet 1945 a provoqué une hausse de la radioactivité dans 46 des 50 États, au Canada et au Mexique. L'étude montre qu'aucun suivi radiologique n'a été effectué ensuite.



Chaque mois, une vigie citoyenne vient accueillir les bus de travailleur-ses devant le *Commissariat à l'énergie atomique (CEA)* de Valduc, en Côte d'Or, qui assure la maintenance et la modernisation des 290 armes nucléaires françaises. Ses membres, associés à l'organisation *ICAN*, prix Nobel de la paix 2017, demandent le respect par la France du Traité de non-prolifération, son adhésion au Traité d'interdiction des armes nucléaires, l'arrêt du financement des banques à ces projets, et la reconversion du site à des activités pacifiques.

◆ *Collectif Bourgogne Franche-Comté pour l'abolition des armes nucléaires*, <http://abolitiondesarmesnucleaires.org>, abolitiondesarmesnucleaires@laposte.net, tél. : 06 14 24 86 96.

TRANSPORTS

Des lignes intérieures d'avion grassement subventionnées

Le règlement européen oblige depuis 2008 à une libre concurrence des services aériens. Cela signifie que les subventions sont en principe interdites. Mais il existe de nombreuses failles à ce règlement comme les OSP, Obligations de service public. Dans le cas de lignes non rentables, mais jugées par l'État indispensables, le déficit peut être pris en charge par les collectivités publiques. Actuellement, les lignes OSP vont de Paris à Aurillac, Brive, Castres, Le Puy, Quimper, Rodez, Tarbes. En dehors de la capitale, cela concerne aussi les lignes Limoges-Lyon, Strasbourg-Amsterdam, Strasbourg-Madrid, les liaisons avec la Corse, les lignes intérieures en Guyane.

Combien cela coûte-t-il ? Le 3 février 2023, le Syndicat mixte de l'aéroport de Limoges-Bellegarde a donné le montant des aides : entre 2019 et 2023, 9,8 millions d'euros pour Limoges-Lyon et 10,1 millions d'euros pour Limoges-Paris. Et cela pour combien de passagères ? 5 en moyenne par avion pour Limoges-Paris, 10 pour Limoges-Lyon. Selon le syndicat, les aides publiques dépassent 1 000 € par passagère. Le prix pour ces avions est élevé et est donc réservé aux très riches. Donc sous prétexte de service public, l'argent est détourné pour les plus favorisé-es : on mesure qui sont les assisté-es !

Hautes-Alpes

Des "billets de lutte" pour maintenir le rail

Veynes, 3 200 habitant-es, se mobilise pour le maintien des services ferroviaires. Il faut dire que la situation est alarmante : fermeture des guichets (qui permettent de s'informer sur les réductions, et sans lesquels les réservations de TGV ne sont plus possibles que par internet), réduction de la fréquence des trains, augmentation spectaculaire des tarifs (avec la liquidation par la région - de droite - de nombreux tarifs sociaux). Le *Collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes* mène la résistance. Après des consultations, des pétitions, des rassemblements, il est passé à la vitesse supérieure, en organisant des trajets collectifs en train sans billets *SNCF*, remplacés par des "billets de résistance". Le slogan : "Pas de guichets, pas de réduction, pas de billets !". Le 27 mai, le maire de Veynes participait à cette action de désobéissance civile.

◆ *Étoile ferroviaire de Veynes*, <https://etoileferroviairedeveynes.info>.



Collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes

LUTTES LOCALES

Les victoires de l'écologie

À Marseille, des arbres, pas du béton !

À Marseille, comme ailleurs, les habitant-es luttent pour une écologie urbaine, contre des projets qui bétonnent et coupent des arbres centenaires. Une lutte longue, entêtée, qui finit par payer!

contester le déclassement de la parcelle. Si les recours n'offrent pas la victoire, ils font gagner du temps.

Planter des arbres pour éviter le béton

Une manifestation est organisée en 2009. Les pétitions s'enchaînent. Elles récoltent des dizaines de milliers de signatures. Au conseil municipal, les élu-es socialistes et écologistes dénoncent le projet, et prennent part en 2014 à une plantation d'arbres sur la parcelle menacée. Un collectif d'associations, *Laisse béton*, voit le jour en 2016 pour lutter contre la bétonisation des espaces verts marseillais. Le projet est englué dans les délais juridiques.

Au vu des retards, la mairie est forcée en 2018 de résilier le contrat avec *Qpark*, qui est indemnisé à hauteur de 1,8 million d'euros. Elle s'entête et le plan d'urbanisme intercommunal (PLUi) de 2019 déqualifie des parcelles supplémentaires d'espace vert. Ce PLUi historique, qui regroupe toute la nouvelle métropole d'Aix-Marseille donc 18 communes, fait l'objet de résistances, tout aussi historiques, par des associations regroupées derrière la bannière *Un centre-ville pour tous* et qui dénoncent d'abord le manque de logements sociaux du plan.

Finalement, la victoire électorale du *Printemps républicain* aux municipales de juillet 2020 signe la fin du projet. Elle marque aussi la fin du projet d'hôtel de luxe sur la Corniche qui devait privatiser le parc Valmer. Quant au parc Longchamp, presque à l'abandon, son herbe défraîchie ne joue pas encore le rôle de poumon vert urbain. Espérons que les concertations publiques pour sa future restauration sauront mieux prendre en compte les habitant-es que le récent projet d'aménagement de la Plaine, une place-parking dont l'aménagement avait fait l'objet de nombreuses résistances, mais c'est une autre histoire !

Juliette Piketty-Moine

◆ Contacts :

SOS Longchamp : stop.parking.longchamp@gmail.fr
Collectif laisse béton : cité des associations,
boîte aux lettres n°277, 93 la Canebière, 13001,
collectiflaissebeton@gmail.com.



Marseille, comme de nombreuses métropoles, manque cruellement de parcs. Pourtant ces poumons verts publics représentent l'unique espoir en temps de canicule pour trouver un peu de fraîcheur. Les quelques parcs municipaux font régulièrement les frais de projets d'aménagement qui privatisent pour mieux bétonner. Le parc Longchamp, unique parc du centre-ville, a longtemps risqué de perdre une de ses parcelles pour un parking. Le projet comprenait un parking payant de plusieurs étages alors même que les autres parkings payants de la ville sont rarement saturés.

Une association voit le jour, *SOS Longchamp*, qui proteste contre l'intrusion de la voiture dans un des poumons verts de la ville. En 2000, le nouveau Plan d'occupation des Sols reclassé le parc en zone verte à l'exception de la parcelle 33. En 2003, la mairie affirme que le projet de parking est annulé... mais en 2006, la société *Qpark* dépose un permis de construire, accordé en 2008. Les recours juridiques déposés par *SOS Longchamp* bloquent le projet : il s'agit de faire annuler le permis de construire et de

Chaque mois, *Silence* présente l'une des luttes de son affiche "L'écologie en 50 victoires" (voir p. 46).
Silence a aussi réalisé une exposition "Les victoires de l'écologie" : contactez-nous.

EN BREF !

◆ **Ille-et-Vilaine** : le projet de méga-usine de brioche s'est étouffé. Ce devait être un projet gigantesque de fabrication de brioches industrielles surgelées de la marque *Bridor*, à Liffré. Mais les opposant-es avaient multiplié les actions et les recours administratifs, dénonçant notamment sa consommation

d'eau et son implantation sur des terres bocagères. Une guerre d'usure qui s'est avérée concluante : "Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre dix ans, voire certainement davantage, pour que notre projet industriel aboutisse !", a conclu le PDG de la marque, qui a annoncé le 1^{er} juin 2023 l'abandon du projet.

◆ **Stations de ski : coup d'arrêt pour 10 projets dans les Alpes.** Le 30 mai 2023, le tribunal administratif de Grenoble a annulé le Schéma de cohérence territoriale (Scot) de la vallée de la Maurienne, qui datait de 2020. Il comprenait 10 projets d'extensions de domaines skiables sur des domaines encore vierges, sur une superficie

officielle de 125 hectares, mais estimée à plusieurs milliers d'hectares par les associations. *Mountain Wilderness*, la *FNE* et *Valloire avenir et nature*, s'étaient mobilisées. Irréaliste, le plan prévoyait une augmentation de 30 à 50 % des places d'hébergement, alors que l'activité touristique liée au ski s'avance vers un effondrement.

LUTTES LOCALES

Vendée

Le projet d'incinérateur qui ne passe pas

La société vendéenne *Piveteaubois* est spécialisée dans le sciage et la production de granulés en bois et de matériel en bois pour la construction. Ambitionnant d'augmenter fortement sa production pour devenir le premier scieur de France, elle affirme inscrire ses pratiques dans le domaine de la transition écologique. Pour nourrir son activité, la société a pour projet d'implanter sur la commune de Sainte-Florence-en-Vendée une chaudière CSR (combustibles solides de récupération). Et c'est là que ça ne passe pas pour une partie de la population et des associations locales. Il s'agit en effet d'une usine d'incinération de déchets ménagers non recyclés (dont des plastiques, textiles, bois traités, etc.).

L'incinérateur, en cogénération (chaleur + électricité) est subventionné par l'ADEME à hauteur de 12 millions d'euros, car il permet de valoriser des déchets. Mais la technique utilisée, même si elle permet d'isoler le compost et les gros métaux du reste de la matière à brûler, ne permet pas le tri suffisant des matériaux contenus dans les poubelles. Les riverain·es craignent raisonnablement la présence de furanes, de dioxines, de PCB, de gaz acides et d'azote dans les fumées d'incinération, puisque l'étude d'impact mentionne l'"absence de dispositif d'épuration des fumées", qui pourront donc être inhalées, se déposer sur les sols et atteindre les cours d'eau et les nappes phréatiques environnantes. Un collectif d'associations (*Feve, Ades, GPII, Terres et rivières, Attac*) se bat contre ce projet.

◆ Infos : feve.infos@free.fr.

Rhône

Colline contre carrière

Près de Tarare, dans le Rhône, la lutte contre *Vinci* et son projet de carrière de granulats sur la commune de Joux se poursuit. Ce site naturel (classé *Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique*), agricole et historique (traversé par une ancienne voie romaine), déjà menacé en 2015 par un projet de liaison routière avec l'A89, est de nouveau dans le viseur du monde du béton.

En effet, la multinationale *Vinci* œuvre en souterrain depuis une quinzaine d'années à un projet de carrière de grande ampleur qui détruirait toute une colline. Pour les associations *Acrosa* et les *Amis de la montagne de Tarare (AMT)*, ce projet, ressorti des cartons en 2020, nie les urgences climatiques, méprise les riverain·es et le patrimoine local. Il n'est pas justifié par rapport aux besoins en granulats de la région, comme l'a conclu l'enquête publique de septembre 2023. Alors que la commissaire a émis un avis défavorable lors de l'enquête publique et que le dossier est à ce jour en attente de l'avis de la préfecture du Rhône, le géant du béton a demandé l'ouverture d'une enquête complémentaire qui devrait avoir lieu dans les prochains mois.

L'*Acrosa* et l'*AMT* poursuivent leur mobilisation avec une journée de résistance, des manifestations, balades, pique-niques, et elles se tiennent prêtes à réagir pour défendre ces terres.

◆ *ACRoSA*, 445 route de La Charles, 69170 Les Sauvages, acrosa@laposte.net, <http://projet-route-les-sauvages-a89.over-blog.com>.



Allier

La plus grande mine de lithium d'Europe en 2027 ?

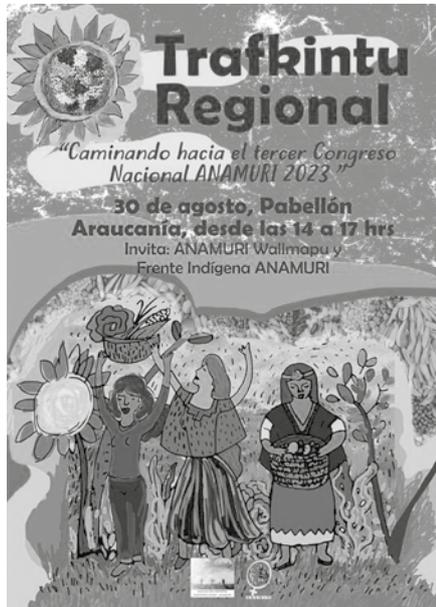
La multinationale française *Imerys* prévoit l'ouverture de la plus grande mine de lithium d'Europe (34 000 tonnes extraites) dans les Combrailles, dans l'Allier, à l'horizon 2027-2028. L'investissement pour sa construction est estimé à 1 milliard d'euros. L'entreprise promet 1 000 emplois là où les opposant·es estiment qu'une douzaine seront créés. Les procédés utilisés sont très énergivores, utilisent de nombreux produits chimiques (que l'on retrouve ensuite dans les déchets) et sont gourmands en eau. Le volume d'eau estimé équivaut à la consommation de 46 communes de ce territoire. Le but est de permettre d'équiper les batteries de 700 000 véhicules électriques. La question n'est donc pas d'extraire le lithium en France ou ailleurs, mais de remettre en cause le modèle du tout-automobile plutôt que de simplement remplacer les voitures thermiques par des électriques.

◆ Collectif *Stop mines de l'Allier*, contactstopmines03@gmail.com.



Partager les graines

Face à l'industrie semencière, du Chili au Sénégal, peuples et communautés luttent à travers le monde pour le libre partage des semences.



de développer la diversité semencière des deux communautés.

"Traf, c'est l'échange. Et kintu, cela signifie l'origine. Mais il ne s'agit pas juste d'arriver et d'échanger. Il y a toute une discussion où l'on explique comment prendre soin de la semence. C'est l'idée de confier la graine et de savoir, si jamais un jour on devait perdre la plante, vers quelle personne se tourner pour pouvoir retrouver des graines. C'est la création d'un lien d'amitié et de solidarité. On se met d'accord et on se souvient qu'on peut retourner voir cette personne en cas de besoin. Il y a une idée de réciprocité."

Sénégal : des bourses aux semences qui relient les luttes

La défense des graines passe également par la rencontre de différents territoires, à l'image des foires d'échanges organisées en Afrique de l'Ouest. Ces rassemblements de plusieurs centaines de personnes venues du monde paysan permettent à la fois d'échanger des graines à grande échelle, de partager des pratiques agroécologiques et de plaider collectivement pour la reconnaissance juridique des systèmes semenciers paysans. C'est aussi là que peuvent naître des prises

"C'est que nous subissons c'est une violence. On pense souvent à la violence de la police, mais se faire voler ses graines, c'est une autre violence", témoigne Millaray Painemal, co-fondatrice de l'Association nationale des femmes rurales et indigènes (Anamuri) au Chili. "Sans semences, il n'y a pas d'alimentation. C'est la base de la souveraineté alimentaire et de l'autonomie d'une communauté. En tant que femmes indigènes, femmes paysannes partout dans le monde, nous avons ce rôle de gardiennes des graines, de les conserver et de les multiplier. C'est une lutte qui peut sembler un peu invisible, mais qui se joue à tous les niveaux."

Chili : échanger des graines, créer des liens d'amitié

Au Mapudungun, terre du peuple Mapuche au Chili, les gardiennes des graines maintiennent vivement le lien, notamment à travers les Trafkintu, une pratique ancestrale d'échange de graines à l'échelle des communautés. L'une sollicite l'échange en envoyant un-e messagè-re, le werken, dans la communauté avec laquelle elle désire échanger. Des discussions établissent ensuite quelles semences conviennent d'être partagées afin d'être préservées, et lesquelles il peut être intéressant d'acquérir dans l'idée

de conscience et des réseaux durables de lutte.

Le village de Djimini, au Sénégal, organise depuis quinze ans sa bourse semencière paysanne. Elle est décrite comme un cri du cœur contre le "néo-colonialisme par le biais de la semence"; comme "une profession de foi paysanne sans cesse renouvelée pour une agriculture saine qui respecte l'environnement et la biodiversité". En plus des échanges s'y tiennent débats, ateliers thématiques et projections autour du rôle des femmes, de l'implication de la jeunesse ou autour de la gestion naturelle de la fertilité des sols, des maladies des plantes et des ravageurs.

Méline Fanouillère

◆ Contacts :

Association nationale des femmes rurales et indigènes (ANAMURI) : <https://www.anamuri.cl>

Mouvement Nous sommes la solution (NSS) : 9, Cité Sonatel 2, Dakar, Sénégal, +221 33 867 59 11, contact@wasafrika.org, <https://wasafrika.org>.

En partenariat avec : le podcast L'actu des oubliés, sur <https://audioblog.arteradio.com>

Au Congo, Total reforeste en expulsant les populations

Total, champion de l'écologie ? La multinationale projette de planter 40 millions d'arbres sur 40 000 hectares en République du Congo. Oui mais, ce sont des monocultures qui ne seront là que pour générer des crédits carbone lui permettant soi-disant de compenser ses émissions de gaz à effet de serre. Outre la dimension mensongère de cette équivalence entre arbres plantés

et émissions immédiates de CO₂, cette opération a nécessité l'expulsion de centaines de familles qui habitaient ce territoire. Les terrains collectifs de droit coutumier ont été préemptés par l'État puis confiés à une filiale de TotalEnergies, et sont désormais surveillés par des gardes de sécurité. La firme a versé 76 000 € de compensations pour l'ensemble des familles expulsées...

EN BREF !

♦ Les Chibanis, grands perdants de la réforme des retraites.

Recrutés dans les années 1960 pour les métiers les plus durs, les Chibanis, retraités issus des pays du Maghreb, subissent un régime de retraite révoltant, qui les oblige à rester 6 mois par an sur le territoire français, loin de leur famille, pour pouvoir toucher leur maigre *Allocation de solidarité pour personnes âgées*. À l'occasion de la réforme des retraites 2023, la droite a fait passer un amendement qui allonge à 9 mois par an cette obligation de rester en France. Honteux.

Héritages, facteurs d'inégalités

Si l'on discute beaucoup des inégalités de salaire avec déjà un salaire minimum et un débat autour d'un salaire maximum, on parle beaucoup moins des inégalités patrimoniales. Et pourtant...

Si l'héritage moyen en France est de 70 000 €, cela cache de grosses inégalités. Environ un tiers de la population française ne touchera jamais aucun héritage. Aujourd'hui, la richesse d'une famille provient à 60 % des héritages contre 30 % en 1980. 10 % de la population capte 50 % des héritages. Le phénomène s'amplifie du fait du fonctionnement des couples : les riches se marient entre eux. Alors qu'en 1901, Raymond Poincaré introduisait une taxation progressive de l'héritage, pour financer les services publics et éviter ce phénomène de concentration, depuis les années 1990, les prélèvements par les impôts sont de plus en plus faibles. En 1920, ces recettes fiscales représentaient 6 % du budget de l'État, ce n'est plus que 1 % aujourd'hui. La baisse la plus

importante a été réalisée sous Sarkozy (loi Tépap) et n'a pas été remise en cause depuis. Cette réforme a coûté 6 milliards d'euros par an à l'État. Selon un sondage réalisé pour le compte du journal *Les Echos* (12 mai 2023), 73 % des personnes sondées estiment que ces droits de successions sont encore trop élevés, 11 % qu'ils sont corrects et seulement 2 % qu'ils sont trop bas. Selon l'économiste Nicolas Frémeaux, ces pourcentages s'expliquent parce que les personnes sondées pensent que le prélèvement est de l'ordre de 20 à 30 %. Ce qui est faux. Ce taux est atteint pour les grosses fortunes, mais pour deux tiers des héritages, le taux de prélèvement est de 0 %. Ce sont les riches détournant les médias, qui font passer l'idée que ces prélèvements sont importants. Mais même pour eux, ils restent faibles. Dans les années 1950, aux États-Unis, l'État pouvait prélever jusqu'à 90 %.

(Lire à ce sujet : Nicolas Frémeaux, *Les nouveaux héritiers*, éd. Seuil, 2018).

ANNONCES

■ Entraide

■ **Savoie.** 3 x 1 200 m² en permaculture + un enfant à mi-temps + une entreprise, c'est trop pour moi ! J'accueille volontiers une aide au jardin : cueillette, transfo, aménagement, arrosage, etc. En échange du gîte et du couvert. Pas d'alcool à la maison. Savoie. 04 79 52 30 91 ou auxherbes@laposte.net. Merci ! Sophie.

■ Immobilier

■ **Haute-Loire.** Maison à vendre, en pierre, 113 m², 5 pièces. Poutres, expo sud. Dans un bourg calme, à 10 km de Brioude (toutes commodités) et à 75 km au sud de Clermont-Ferrand via A75. Salon avec cheminée, parquet ancien à l'étage. Rénovée il y a 6 ans. Préau + cour. Possibilité d'acheter meublée. 130 000 €. Tél. : 06 23 76 81 09 pour infos.

■ Travailler ensemble

■ **Collectif** d'une dizaine de personnes de 1 à 69 ans recherche personne ou famille motivée pour participer aux activités d'élevage sur une ferme en agriculture biologique très diversifiée de 50 hectares, en bio depuis 1983. Élevage de chèvres et de vaches laitières, fromages, apiculture, maraîchage, arboriculture,... Cercle de danse le matin, chants, constructions, loisirs

créatifs,... Petit logement disponible, vie simple, laborieuse, sobre et colorée.

Premier contact par mail : fermedevisargent@gmail.com.

■ Agir ensemble

■ **Rendre un hommage aux noyés de la Méditerranée.** Un jour j'ai entendu le témoignage d'un survivant d'une embarcation qui répondait à la question : "Quelles sont les dernières paroles avant qu'une personne coule, se noie ?" Il n'appelle pas "Au secours !", il dit simplement son nom. Lors de la journée de commémoration du 11 novembre, j'aimerais trouver une place de village, une ville, un maire, une mairesse partant pour co-organiser une lecture-marathon de tous les noms connus de personnes mortes dans la Méditerranée. Ces noms seront lus en continu par qui voudra le faire. Cela serait accompagné par des personnes voulant laisser une trace physique (dessin, peinture, sculpture, etc.) faite sur place, ou une trace sonore (musique, chants, etc.). Des associations concernées par le sujet pourront être présentes. Certaines traces faites dans la journée pourront rester dans le village comme un monument commémoratif ? Et d'autres idées aussi... Pour les frais d'organisation, un appel à dons et participation libre sera mis en place. À nous de l'organiser, si cela vous tente... Olivier. Tél. : 07 68 23 17 62, maisenfin@netcourrier.com.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emploi. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais.** Pour passer une annonce dans le numéro de décembre 2023, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 30 octobre. Pour passer une annonce dans le numéro de janvier, au plus tard le mardi 28 novembre, etc. Adresse réelle. Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui ne correspondent pas à ses valeurs.

POLITIQUE

La décroissance au Parlement européen

Une conférence "Par-delà la croissance", organisée par 20 député·es de diverses familles politiques et ouverte par Ursula Van der Leyen, présidente de la *Commission européenne* et Roberta Metsola, présidente du *Parlement européen*, s'est déroulée au Parlement européen à Bruxelles du 15 au 17 mai 2023. Il y a été question de limites à la croissance, de comment passer d'un objectif de PIB à celui de "prosperité sociale", de "réduire la dépendance au travail et à la croissance avec la semaine de 4 jours", etc.

EN BREF !

♦ **Marie Toussaint, tête de liste écolo pour 2024.** Née en 1987, juriste en droit international de l'environnement, Marie Toussaint est entrée chez *Les Verts* à l'âge de 18 ans. Co-fondatrice de *Notre affaire à tous*, elle a été élue députée européenne sur la liste *EELV* en 2019. Elle a été choisie comme tête de liste pour les élections européennes de 2024 avec 59 % des voix face à David Cormand, député européen, ancien secrétaire national. Le parti, qui désormais s'appelle *Les écologistes*, compte 9 300 adhérent·es, le même nombre que 30 ans plus tôt.



Loire : Soirées-débat de l'Écran club

À Saint-Chamond les vendredis à 20h15, projections suivies d'une rencontre-débat :

- **20 octobre**, "Faut-il sortir du capitalisme pour sauver la planète ?", avec *Éric Aeschmann*, journaliste ;
 - **10 novembre**, "Pollution des villes, pollution des champs", avec *Génération Futures* ;
 - **12 janvier**, "Nucléaire, énergie d'avenir ?" avec le *Réseau Sortir du nucléaire*.
- À l'Espace José Cuadros (MJC), 2A avenue de la Libération, tél. : 04 77 22 74 48, coord.culturelle@wanadoo.fr, www.lacoordinationculturellesaintchamond.fr.

■ Décroissance, transition

FRANCE ; LES AMAP EN FÊTE Jusqu'au 18 octobre

Pour promouvoir les AMAP, Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, en France, des actions ont lieu dans de multiples localités.

► Tous les renseignements et carte des initiatives sur <https://amap-enfetes.org>.

■ Éducation

ISÈRE : FORMATION AU THÉÂTRE-FORUM 2-4 octobre

À Romans-sur-Isère. "Théâtre forum, un outil pour renforcer la puissance d'agir". S'initier au théâtre de l'opprimé, vivre, ressentir et analyser cet outil, en partant de situations qui sont les nôtres, et essayer de démêler ce qu'il y a de social dans ce qui nous arrive de personnel. Découvrir les principes de la pédagogie du théâtre de l'opprimé.

► Organisé par l'association L'ébullition, 14, place du chapitre, 26 100 Romans, www.asso-ebullition.fr, asso.ebullition@gmail.com.

■ Fêtes, foires, salons

LYON : FESTIVAL AGIR À LYON 1^{er} octobre

L'association Agir à Lyon organise comme chaque année une journée de rencontres et de discussions pour aider chacun-e à trouver sa ou ses manières de s'engager politiquement. Au programme : des tables rondes, conférences, temps de rencontres "speed dating" avec les associations locales, exposition *Silence* sur "Les victoires de l'écologie", etc.

► À La Maison pour tous - Salle des Rancy, 249 Rue Vendôme, 69 003 Lyon. Infos : <https://agiralyon.fr/festival>.

AUBE : ÉCOL'AUBE FESTIVAL 6-7 octobre

À Saint-Pouange. Fête de l'agriculture, de l'alimentation et de la paysannerie. Ateliers, conférences, films, visites, concerts, spectacles, débats, exposant-es, buvette, restauration bio, magie. Au programme : "Paroles d'agricultrices" ; "Les labels *Ecoscore* et compagnie : fiables ou farfelus ?" ; "Du sol à l'arbre : cultiver la vie" ; "Comment le capitalisme s'approprié le vivant", etc.

► Au lycée agricole. Informations sur ecolaube.com.

France : Saison contre les projets routiers

La coalition *La Déroute des routes* organise une série de mobilisations dans toute la France cet automne pour exiger un moratoire sur tous les projets routiers :

- **30 septembre, Toulouse** : Contre le BUCSM et le BUO (boulevard urbain ouest)
 - **7 octobre dans le Val-d'oise** : grande marche pour une alternative au BIP
 - **14 octobre dans le Trièves (Isère)** : bal folk pour financer des recours juridiques
 - **14 et 15 octobre, à Montpellier** : "BTP - Bloque Ton Périph" contre le projet du LIEN et son monde
 - **21 et 22 octobre** : "Ramdam sur le macadam", contre l'autoroute Castres - Toulouse
- Contact : laderoutedesroutes@riseup.net, www.laderoutedesroutes.com.

DRÔME : FOIRE BIO DE MONTFROC 7-9 octobre

Foire aux produits biologiques. Exposant-es, artisan-es, product-rices, art, conférences autour des problématiques écologiques.

► Infos : <https://foirebiomontfroc.wordpress.com>.

■ Mondes vivants

SUISSE ROMANDE : FESTIVAL DE L'EAU 14 octobre

Le collectif *Les vagues de la révolte* organise un festival de l'eau. Au programme : des spectacles, des discours et une assemblée sur l'eau, une contre-expertise sur la privatisation et le commerce de l'eau potable.

► Contact : vaguelettes@riseup.net ou grondementsdesrivers.org.

FRANCE : JOUR DE LA NUIT 14 octobre

Grande manifestation nationale de sensibilisation à la pollution lumineuse, à la protection de la biodiversité nocturne et à la beauté du ciel étoilé. Le 14 à Valaire (Loir-et-Cher), extinction de l'éclairage public, dîner aux chandelles, expo. Le 14 à 19h30, à Sainte-Anne d'Auray (Morbihan), observation du coucher du soleil, écoute de la biodiversité nocturne, balade sensorielle. Le 14 à 18h, à Auzits (Aveyron), soupe populaire, contes, balade de reconnaissance des chants des rapaces nocturnes. Le 20 à 18h à Noyelles-sous-Lens (Pas-de-Calais), balade à la découverte de la biodiversité nocturne le long des berges de la Souchez, etc.

► Informations et carte des initiatives sur www.jourdelanuit.fr, un site à l'initiative d'Agir pour l'environnement, tél. : 01 40 31 02 37, www.agirpourl'environnement.org.

■ Paix

ROUEN : LA NON-VIOLENCE, ÇA MARCHÉ ! 6 octobre

Table ronde - buffet à la Maison des associations, 11 avenue Pasteur, à 18h30.

► Organisé par le MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, www.nonviolence.fr, man.normandie@nonviolence.fr.

HAUTE-VIENNE : FOUTEZ-NOUS LA PAIX 14-29 octobre

À Saint-Junien. Les deux thèmes de cette année sont l'eau, et le(s) Congo(s), meurtriers par la guerre. De nombreux films, débats, expos, théâtre, concerts, balades, salon de la paix. En partenariat avec et en présence de *Silence*. Le 19 à 20h, "Rivières, un état des lieux et des solutions" (film +débat). Vendredi 20, 18h, "Vive la régie publique de l'eau !". 21 et 22 en journée : "Comment notre santé boit la tasse" ; "L'eau, un droit fondamental, oui mais comment ?" ; "Méga-barrages, dessalinisation, *high tech* : la fuite en avant technologique ?" Le 22, balade contée sur l'eau, etc.

► Pour plus d'informations, écrivez à fouteznouslapaix@mailo.com.

■ Silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE 19 octobre

Comme chaque mois, venez plier la revue pour l'envoi aux abonné-es à travers la France. Un moment convivial, ouvert à tou-ttes, dans nos locaux, 9 rue Dumenge, Lyon 4e. De 13h à 20h30. Vous pouvez venir à tout moment, quand cela vous arrange. Un apéro est offert à la fin, vous pouvez compléter en amenant plats et boissons si vous le souhaitez.

► Informations : 04 78 39 55 33.

L'ASSOCIATION FOUTEZ-NOUS LA PAIX ! AVEC LE SOUTIEN DE LA MÉGIESSERIE ET DU CINÉ BOURSE PRÉSENTE

FESTIVAL FOUTEZ-NOUS LA PAIX !

4^{ème} ÉDITION
14 - 29 OCT. 2023
À SAINT-JUNIEN / ROCHECHOUART / SAINT-BRICE

AVEC
PATRICK LE HYARIC
GUILLAUME JAN
PIERRE HAZAN
BIENVENU MATUMO

CONGO(S)
EAU: BIEN COMMUN EN DANGER
NEGOCIER AVEC LE DIABLE
FORETS HUMAINES
FILMS - THÉÂTRE - MARIONNETTES
BALADE CONTEE - EXPOS
ATELIERS D'ÉCRITURE & DE CUISINE
SALON DE LA PAIX

MUSA...

ROCHECHOUART
AUS D'IPLO
HYPER
CINÉ BOURSE

Echange d'encart contre stand

FOIRE BIO DE MONTFROC 7 - 8 OCTOBRE 2023

40^{ème} Édition

Stands alimentation, artisanat, santé, information Animations et concerts

contact:
asso.foirebio.montfroc@gmail.com
blog:
foirebiomontfroc.wordpress.com

Echange d'encart contre stand

Dimanche 8 octobre à Pélussin

Foire bio du Pilat

un dimanche festif, informatif & gourmand !

Marché bio Animations & conférences Restauration & buvette

www.ventdebio.fr

Echange d'encart contre stand

Comment votre terrain peut bloquer un projet inutile ?

Depuis 2021, l'association *Agir pour l'environnement* a lancé une campagne pour créer des réserves de biodiversité dans toute la France, protégées par un nouvel outil réglementaire peu connu : les obligations réelles environnementales. Un moyen d'empêcher une coupe rase de forêt ou l'urbanisation d'un espace naturel par exemple.

L'effondrement des écosystèmes s'amplifie dans une indolence criminelle. Or, chaque espèce qui disparaît, fût-elle non répertoriée, met un terme à des millions d'années d'évolution et rompt définitivement la chaîne du vivant.

La politique de l'autruche

75 % des insectes auraient disparu en une trentaine d'années. Mammifères et oiseaux connaissent le même sort au point de conduire les spécialistes à parler désormais de 6^e extinction de masse. Diagnostic implacable dont l'importance devrait faire la une de tous les médias. Mais faute d'une vision holistique, *Homo sapiens* espère échapper à l'effondrement en cours, poursuivant encore et toujours ce patient travail d'arrachement d'avec le vivant, d'amputation purement fictif.

Croire que la politique de l'autruche aurait raison de la disparition des coraux, des insectes, des oiseaux ou des grands mammifères revient au mieux à faire preuve d'une cécité coupable. Pire, nos petits mensonges accompagnent ce grand

silence dépeint voilà plus de 60 ans par Rachel Carson (1). La protection de la nature est victime, plus que d'autres sujets, du caractère systémique des réponses à apporter.

N'en doutons pas, notre capacité à nous nourrir, nous soigner, nous émerveiller et tout simplement habiter le monde qui nous entoure est déterminée par la bonne santé des écosystèmes.

L'agriculture industrielle, le réchauffement climatique, la fragmentation des milieux, l'assèchement des zones humides, la destruction des haies, la chasse et la surpêche, la déforestation ou encore l'artificialisation des milieux, sont autant de causes à combattre ensemble.

Protéger l'exception, ravager le reste

Mais la prise de conscience est d'autant plus complexe à opérer

1. Voir son livre *Printemps silencieux*, publié en 1962, sur l'extinction des populations d'oiseaux due aux pesticides.



que nous restons prisonniers d'une vision "Ushuaïa" de la nature. Ce qui est supposé être protégé devrait être "exceptionnel" : dit autrement, digne d'*Instagram*. Notre œil et notre attention sont attirés par cette nature remarquable, l'ours polaire et la baleine bleue mériteraient notre empathie tandis que le pissenlit ou la pipistrelle provoquent dégoût, rejet ou désintérêt dans le meilleur des cas.

Ils ont pourtant une importance tout à fait considérable dans la mécanique de précision du vivant. La brique élémentaire renforce le tout sans lequel la totalité n'est rien.

Face à cette invisibilisation du banal écrasé par ce remarquable "vu

à la télé", l'urgence est d'agir localement. Pierre Perret nous invitait à ouvrir la cage aux oiseaux (2). Voici venu le temps de libérer cette si belle nature de sa prison dorée. Tourner la page d'une biodiversité sur papier glacé pour "raviver les braises du vivant" comme nous y enjoint le philosophe Baptiste Morizot (3).

Un outil indispensable et méconnu

Notre jardin, nos prés, haies ou mares sont autant de lieux et d'occasions de défendre cette nature en péril. Pour se faire, la loi Biodiversité, adoptée en 2016, a créé un outil tout à la fois indispensable et méconnu. Les "obligations réelles environnementales" (ORE) permettent de définir une série de protections écologiques à discuter entre un-e propriétaire ou une collectivité locale et une association agréée de protection de l'environnement. Volontairement souple,

ce dispositif permet d'établir une liste de critères qui peuvent s'appliquer sur tout ou partie d'un terrain et faisant l'objet d'une contractualisation devant un-e notaire. Cette obligation peut ainsi protéger une mare, une haie, définir des pratiques limitant le recours aux engrais ou aux pesticides et même multiplier les éléments de protection afin de laisser un espace en libre évolution.

Ces obligations réelles environnementales survivent à leurs instigatrices : c'est là que réside leur caractère révolutionnaire. La durée du contrat notarié peut s'étaler sur 99 ans, y compris en cas de cession ou de succession. Cette innovation créée par la loi est une grande première car elle vient limiter le triptyque fondant le droit à la propriété, *usus, fructus, abusus* (4). Le droit d'user, de jouir et d'en disposer à sa convenance. Or, c'est bien cette dernière mention d'abus qui autorise un-e propriétaire à procéder à la destruction de sa

propriété si le cœur lui en dit dès l'instant où ce dernier ou cette dernière est en mesure de prouver qu'il ou elle en est propriétaire.

Faire de son terrain un bien protégé

En autorisant un-e propriétaire à définir des règles s'appliquant à d'autres, les ORE instaurent un droit spécifique qui fait de votre terrain un bien commun protégé pour un siècle, une sorte de zone à protéger.

Depuis sa publication au Journal officiel en 2016, ce dispositif n'a pas encore été fortement plébiscité par les propriétaires ni, plus étonnamment, par les grandes ONG de protection de la nature. Pour les premières, l'explication réside essentiellement dans le fait qu'aucun avantage fiscal n'est associé à la signature d'une ORE. Pour les secondes, paradoxalement, la gestion budgétaire d'un projet les engageant sur 99 ans est un réel frein. Que faire en cas d'irrespect du contrat en l'an 2113 ?

Malgré ce risque manifeste, *Agir pour l'Environnement* s'est lancée

2. Voir la chanson de Pierre Perret "Ouvrez la cage aux oiseaux", 1958.

3. *Raviver les braises du vivant*, Baptiste Morizot, Éditions Actes Sud, 2020.

4. Voir l'article d'Aurélien Berlan "La propriété, c'est l'abus", *Silence* n°517, janvier 2023.



Mode d'emploi pour la mise en place d'une *Obligation réelle environnementale*

Si vous souhaitez contribuer activement à la préservation de l'environnement en protégeant un terrain, suivez ce guide simple en cinq étapes pour établir une ORE. En agissant ainsi, vous pourrez garantir la conservation à long terme de votre terrain tout en collaborant avec des partenaires engagés dans la protection de notre planète.

- 1. Être propriétaire d'un terrain à protéger :** Pour entamer le processus d'une ORE, vous devez être propriétaire du terrain que vous souhaitez protéger. Si vous n'êtes pas le ou la propriétaire actuelle, envisagez de négocier avec le ou la propriétaire pour explorer les options de coopération.
- 2. Identifier les potentielles menaces / les éléments à protéger :** Identifier les éléments naturels ou écologiques qui méritent une protection spéciale. Cela peut inclure des habitats fauniques, des sources d'eau, des zones forestières, des espèces protégées ou tout autre élément vulnérable. Quant aux menaces, il peut s'agir d'un projet foncier, d'une pression immobilière, d'un nouveau PLU (Plan Local d'Urbanisme), de risques de pollution, etc.
- 3. Trouver un·e potentielle co-contractant·e :** Identifiez des partenaires potentiels pour la mise en œuvre de l'ORE. Ces partenaires pourraient être des associations de protection de l'environnement comme *Agir pour l'environnement*, des collectivités locales, ou des établissements publics partageant vos objectifs de préservation.
- 4. Définir les engagements pris par les deux parties :** En collaboration avec votre co-contractant, déterminez les engagements précis que vous et l'autre partie êtes prêts à assumer. Ces engagements pourraient inclure l'interdiction d'artificialiser le terrain, la préservation des écosystèmes existants, et des règles sur l'utilisation d'équipements motorisés, par exemple.
- 5. Signer l'acte auprès d'un notaire :** Une fois les engagements convenus, formalisez-les dans un acte écrit. Ce contrat doit être passé sous la forme authentique, c'est-à-dire devant un notaire. Avec *Agir pour l'environnement*, les frais de notaire sont pris en charge par l'association.

Et après ? Profitez de la tranquillité d'esprit en sachant que votre terrain sera préservé, même lorsqu'il changera de propriétaire.

◆ *Pour plus d'informations, voici le guide méthodologique du ministère :*
<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide-methodologique-obligation-reelle-environnementale.pdf>

dans l'aventure avec un réel succès. Plusieurs milliers de contributeur·rices ont accepté de soutenir cette initiative et plus de 300 propriétaires se sont déclarés intéressé·es. Par méconnaissance, les notaires font encore montre d'une certaine défiance à l'égard des obligations réelles environnementales, mais les premières Réserves de biodiversité, protégées par des ORE, ont été signées en 2022.

Défendre des terres de l'appétit des exploitants

Le premier retour d'expérience est plus qu'encourageant. La souplesse de l'outil lui permet de s'adapter à la

diversité des situations. Ici un jardin exceptionnel, fruit d'une vie d'amour, là un espace agricole qu'un exploitant de carrières scrute avec appétit, ailleurs une forêt qui ne pourra faire l'objet d'une coupe à blanc pour plusieurs décennies, ou encore un espace naturel grignoté par l'urbanisation stoppée nette par la force des ORE.

Parce que l'urgence de la situation commande, nous ne nous satisfaisons pas de ces quelques exemples. Demain, pour répondre à l'effondrement de la nature, des milliers de propriétaires doivent s'engager et faire de la France une gigantesque

Réserve de biodiversité. C'est en tout cas le pari que fait *Agir pour l'Environnement* en appelant adhérent·es et sympathisant·es à soutenir la création de Réserves de biodiversité protégées par des obligations réelles environnementales. ◆

➔ Contact :

- ◆ **Association Agir pour l'environnement :** 11 rue du Cher, 75 020 Paris, tél : 01 40 31 02 37
contact@agirpourenvironnement.org,
www.agirpourenvironnement.org.

› Entretien réalisé par : **Lola Keraron**

› Illustrations : **Jean-Luc Boiré & Association A4**

Des papiers... et des terres pour s'installer !



Depuis deux ans, l'Association Accueil, Agriculture, Artisanat tisse un réseau d'entraide pour favoriser l'installation de personnes avec ou sans papier en milieu rural, et la formation agricole et artisanale. Entretien avec Habib et Tarik, deux des quatre fondateurs de l'association.

Depuis 2021, l'Association Accueil Agriculture Artisanat (A4) parcourt la France à travers des voyages-enquêtes pour dessiner un réseau, qui ouvrirait les portes du monde rural aux personnes issues de parcours migratoires. Engagés dans le droit au logement et la défense des sans-papiers à Saint Denis en région parisienne, Habib et Tarik ont cofondé cette association, qui brise les frontières entre la défense des exilé-es, des paysan-nes et des milieux de vie. *Silence* les a rencontrés.

Qu'est-ce qui vous a amené à vous engager au sein de A4 ?

Habib : Je viens du Soudan. Quand je suis arrivé en France en 2014, je suis d'abord allé à Calais pour essayer de me rendre en Angleterre, sans succès. Des copains m'ont alors recommandé de me rendre à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, fin 2014. J'y suis resté 5 ans. J'ai fait une demande d'asile en France, qui n'a pas abouti. Je n'ai pas de papiers. En 2016, j'ai suivi une formation de fours mobiles à Bure. On a monté un atelier qui a eu beaucoup de succès (1).

J'aime aussi écrire depuis longtemps. J'ai écrit un roman, intitulé "De l'aube au crépuscule", qui raconte le parcours d'une personne exilée : de sa vie au pays à son arrivée en Europe, et du décalage entre ses rêves et la réalité. J'ai essayé de le publier, mais les maisons d'édition ne veulent pas. Le regard de l'Occident n'est pas le même que celui de mon pays.

Tarik : J'ai grandi en banlieue parisienne, à Saint-Denis. Mes parents ont émigré du Maroc. Ça m'a toujours choqué de voir des personnes avec des diplômes universitaires qui se retrouvent à devoir distribuer de la presse gratuite dans la rue pour vivre. Je me souviens de ma voisine, congolaise. Sa mère était médecin au pays, elle a fui avec l'arrivée au pouvoir de Mobutu dans les années 70. Elle était femme de ménage ici. C'est horrible. Je vois ce genre de situations depuis petit, ça me prend aux tripes. On ne leur laisse pas de place et on essaie de les écraser.

Comment est née l'association A4 ?

Tarik : L'association A4 est née d'une rencontre organisée par le collectif *Reprises de terre* (2), en février

2021, à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Nous venons à la fois pour témoigner de nos parcours et pour rencontrer des fermes. L'un d'entre nous a raconté la dureté du monde rural quand tu n'as pas de papiers et que tu n'es pas blanc. Tu travailles 70 heures au lieu de 20 heures. Les travail-leuses agricoles détachées se retrouvent dans un système assez ignoble, où c'est admis d'exploiter et de harceler.

Habib : Comment peut-on trouver des logements et des formations pour des migrants, s'ils veulent s'installer en milieu rural ? Si t'es tout seul à la campagne, c'est super dur. Nous voulons ouvrir des portes pour qu'ils trouvent leur place à la ville ou à la campagne.

Tarik : Nous cherchons à créer un réseau d'accueil, qui agit sur la formation, le travail et la régularisation. Par formation, nous entendons d'égal à égal. L'apprentissage doit se faire dans les deux sens. L'idée n'est pas de venir en aide aux personnes exilées. Les gens de la campagne et de la ville ont leurs difficultés, on cherche des moyens d'y répondre des deux côtés. Nous partons du constat que le dérèglement climatique va s'intensifier. Le modèle agricole va donc devoir s'adapter. Comment faire avec un terrain faible en eau ? Quelles rotations

1. Cet atelier a donné lieu à l'*Internationale boulangère mobile*, un collectif de boulange en lutte, qui fabrique du pain pour les manifestations, ou sur les lieux de lutte comme aux frontières de Calais.

2. Le collectif *Reprises de terre* est un groupe de chercheur-es, habitant-es en lutte et paysan-nes qui enquête sur l'accaparement des terres.

mettre en place ? Quelles variétés choisir ?

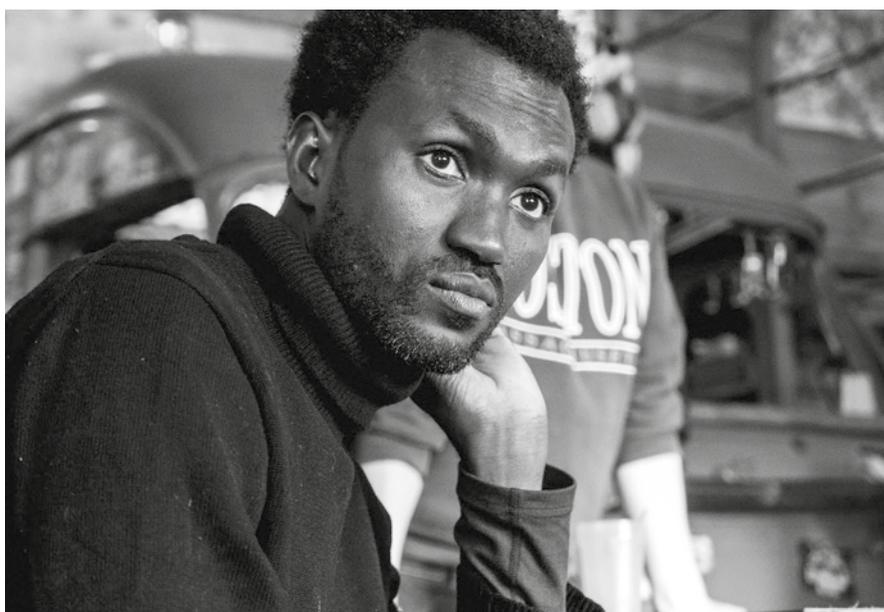
"Ceux qui traversent la mer connaissent la terre"

Beaucoup d'habitants des pays du Sud ont des compétences sur l'agriculture en climat aride. Je me souviens d'un voyage en région PACA, nous avons rencontré un agriculteur, qui faisait face à un problème de sécheresse. Habib lui a demandé : "Pourquoi tu n'as pas cultivé du sorgho ou d'autres variétés ? C'est beaucoup moins consommateur en eau". Comme le dit une membre de notre association, Aminata Koita : "Ceux qui traversent la mer connaissent la terre". Il y a besoin de reconnaître ces savoirs.

Habib : Dans les pays d'Afrique, tu participes à la vie agricole dès l'enfance. Au pays, c'est normal d'aller aider ta famille après l'école en cultivant la terre ou en faisant de l'artisanat. Ne rien faire ça n'existe pas. Est-ce que la France nous donne la place pour que nous partagions tout ce que nous avons appris ?

"Il y a des gens motivés pour s'installer, mais sans les bons papiers"

Tarik : Nous constatons aussi que les agriculteurs vont partir



La France donne-t-elle la place pour que partagions tout ce que nous avons appris ?

Habib

massivement à la retraite dans les 10 prochaines années. Il y a des métiers plus utiles que d'autres. Tu peux te passer d'ingénieurs et d'architectes, mais pas d'agriculteurs et d'artisans. Si on veut un autre modèle que l'agro-business, il faut que de nombreux agriculteurs s'installent. Il y a de

nombreuses terres disponibles. On a besoin d'éviter l'agrandissement de l'agro-industrie.

Il y a des gens motivés pour s'installer, qui ont les compétences, mais pas les bons papiers. On constate que beaucoup de gens se retrouvent à travailler dans les bâtiments, le ménage





Votre association a-t-elle déjà commencé à accompagner des personnes et à leur proposer des formations ?

Certaines personnes de l'association ont suivi des formations : Sembala est parti trois semaines dans le Limousin pour se former au maraîchage, à la boulangerie et à la cuisine, par exemple. Idris s'est formé au bûcheronnage à Lannion, dans les Côtes-d'Armor. Plusieurs personnes sont allées se former à la conserverie dans la coopérative *Mas de Granier*, à *Longo Mai* (3), dans les Bouches-du-Rhône. On est encore en défrichage en ce moment. On attend d'avoir constitué un réseau un peu plus dense pour accompagner des personnes. Tout est à faire.

Habib : Beaucoup de gens ont envie de se former mais ne peuvent pas se dégager du temps car ils ont besoin d'un travail et d'argent. T'as laissé ta famille au pays. On doit penser aux parents et aux grands-parents.

Quelles sont les perspectives pour la suite ?

Tarik : On est en train de mettre en place des groupes locaux. Il en existe deux : en Île-de-France et à Lannion. Nous cherchons aussi un lieu pour l'association avec des terrains agricoles. Nous allons continuer notre tournée en Sud-Aveyron, à Dijon, à Toulouse. Quand des personnes concernées prennent la parole pour nous dire : "ce que tu vas faire, c'est du lourd", ça donne de l'énergie.

Depuis l'entretien, l'association a trouvé une ancienne pépinière à Lannion en Bretagne. Elle a organisé son premier chantier du 25 septembre au 1^{er} octobre pour remettre en état les serres et construire leur première ferme collective ! ♦

3. Voir l'article de Michel Bernard, "Les coopératives de *Longo Mai*", *Silence*, n°458, juillet 2017.

Il y a des personnes motivées pour s'installer, compétentes, mais qui n'ont pas les bons papiers.

Tarik

ou la sécurité. Personne ne trouve son émancipation dans ces métiers-là. Les gens ne croient pas que ce soit possible d'aller en milieu rural.

Qu'est-ce que ce qui est ressorti jusqu'à présent des voyages-enquêtes que vous avez organisés ?

Tarik : Notre première action a été d'organiser un voyage dans le Limousin en 2021, dans le but d'enquêter sur la manière de monter ce réseau, ensemble, sans division entre des "sachants" et des "non-sachants". Ces voyages durent 8 à 10 jours, avec une dizaine de personnes. Ils ont pour objectifs de cartographier les lieux dans lesquels on se trouve, d'avoir des retours d'expériences d'accompagnement administratif et de régularisation et enfin de déterminer comment on reste en lien et on travaille ensemble.

Habib : Notre premier voyage-enquête nous a montré que les paysannes n'ont souvent pas assez de revenus pour salarier quelqu'un. Ils travaillent dur, 24 heures sur 24, et c'est physique. Ils sont souvent très isolés. On veut trouver un modèle qui puisse les sortir de l'épuisement. On ne réfléchit pas que pour nous, mais aussi pour eux. À chaque rencontre, des personnes nous demandent comment elles peuvent nous aider. Ça

nous minimise socialement, ce n'est pas cool. Il faut que les gens sortent de l'esprit : "Je viens vous aider", et qu'ils nous disent : "On peut travailler ensemble".

Tarik : À chaque voyage, on trouve des réponses à certaines questions, et de nouvelles questions se posent. Par exemple, pour les paysans qui n'ont besoin de salariés qu'à temps partiel, il y a des groupements d'employeurs, qui permettent à plusieurs fermes d'embaucher ensemble un salarié. Un gros sujet sur lequel on travaille actuellement est le statut *Oacas*. Comme les communautés *Emmaüs* qui emploient 70 % de personnes sans papiers, les structures agréées *Oacas* fournissent aux "travailleurs solidaires" de la nourriture, un logement et une faible rémunération, tout en leur apportant une protection juridique. On participe à des rencontres tous les trois mois pour réfléchir à ce statut.

➔ Pour aller plus loin :

Documentaire "Les voix croisées", Raphaël Grisey et Bouba Touré, Arte, 2022.

➔ Contact :

♦ **Association Accueil Agriculture Artisanat** : <http://associationa4.org/fr/>, assoa4@riseup.net



Reportage dans l'Hérault, à Azillanet, à la découverte d'un chantier écoféministe. Un groupe de femmes, dont certaines vivent dans le village, ont investi un ancien couvent pour quelques jours de chantier sous la bannière de *Reprises de savoirs*.

Entouré de larges domaines viticoles et de grands espaces en monoculture, le petit village d'Azillanet, 400 habitant·es, manque de lieux de convivialité. En dehors d'une boulangerie qui ouvre ses portes trois soirs par semaine aux habitant·e-s cherchant à faire un brin de causette, pas de commerces, ni de café.

Un collectif informel écoféministe a organisé un chantier du 12 au 16 juillet dans le minervois en mixité choisie. L'objectif était – entre autres – de créer un café associatif dans un ancien couvent pour le reconvertir en gîte, en vue de sa reprise par le *Foyer rural*.

Ce projet prend place dans un contexte social très clivé ; les résultats aux dernières élections législatives en témoignent : 43 % pour le *Rassemblement National*, 57 % pour le candidat issu de la *France Insoumise*, dans un territoire largement acquis aux idéologies nationalistes et identitaires. "*On cherche à remettre de la vie citoyenne, culturelle et à repolitisier la notion de village*", explique Catherine Jauffred, l'une des organisatrices du chantier. Après la mise en commun de recettes de cuisine issues des familles du village, une cantine solidaire devrait voir le jour dans l'espace du foyer rural, afin de réunir les habitant·es autour de repas solidaires

élaborés selon les recettes récoltées et avec les surplus des jardins. Catherine constate que le savoir-faire local est riche, il est nécessaire de le valoriser et de le mettre en réseau.

Gagner en puissance et en autonomie

Le chantier a permis aux organisatrices de se retrouver sur un temps plus long que les rencontres mensuelles au couvent de leur groupe écoféministe, en élargissant l'accueil à d'autres personnes, en mixité choisie, grâce à la dynamique *Reprises de Savoirs*. La trentaine de participantes étaient invitées à proposer des ateliers et des débats, dans l'idée

Des chantiers d'été pour mettre nos savoirs en commun

Reprises de savoirs est né des rencontres *Reprises de terres* qui se sont tenues en août 2021 à Notre-Dame-des-Landes, à l'initiative de personnes issues des milieux universitaires (profs, étudiant-e-s) et militants (ZAD, mouvement climat, *Ingénieurs Sans Frontière...*). La cinquantaine de membres bénévoles échange sur les initiatives alternatives et militantes, rédige des articles, crée des podcasts et surtout regroupe et diffuse les propositions de chantiers d'échange de savoirs.

Sur des périodes allant de quatre jours à deux semaines, ces chantiers reposent sur la volonté première de mettre sur un même plan savoirs théoriques et savoirs pratiques, en brisant une séparation artificielle issue d'un héritage culturel rationaliste. *"Le monde académique forme des ingénieur-es à foison, mais ce ne sont pas forcément les mathématiques et la physique qui permettront de s'épanouir et de s'adapter aux changements de demain"*, explique Lauranne, membre de la coordination de *Reprises de Savoirs*.

Afin d'intéresser et d'être accessible au plus grand nombre, il est nécessaire de déplacer les lieux d'échange de savoirs, non pas concentrés autour de pôles académiques ou militants, mais répartis sur le territoire, en fonction des chantiers locaux proposés par des collectifs intéressés. La volonté de se réapproprier nos moyens de subsistance et d'autonomie est au cœur de la démarche. Les chantiers font la part belle à des techniques de récupération de matériaux, à des méthodes de fabrication mises au rebus par le consumérisme et au respect du vivant. La question de l'accessibilité financière fait également partie des valeurs défendues. L'organisation autogérée permet d'échapper à la culture de la compétition

et implique tous-tes les participant-es. En deux ans, plusieurs chantiers ont déjà vu le jour avec beaucoup de participant-es, autour des projets suivants :

- Échanger sur les moyens d'une autonomie énergétique, à Landivisiau (Finistère).
- Participer à une cantine collective solidaire autogérée par et pour des exilé-es à Montreuil (Seine-Saint-Denis).
- Occuper, cultiver et défendre des terres contre des projets d'artificialisation à Balerne (Jura).
- Pratiquer et réfléchir sur l'autonomie alimentaire à Tarnac (Corrèze)
- Construire en terre cuite à Reims (Marne).
- Construire une mare à grenouilles à Dijon (Côte-d'Or).
- Construire un Sauna à Bure (Meuse).
- Plusieurs chantiers écoféministes (dans le Minervois, à Dijon et en Haute-Loire).

Dans le cadre de *Reprises des savoirs*, plusieurs enseignant-es, militant-es et étudiant-es à Toulouse, Saclay, Grenoble ou Nantes réfléchissent à d'autres rentrées universitaires 2023. En lieu et place des séjours d'intégration centrés souvent sur la fête et l'alcool, ou prônant la mise en compétition et la productivité, des initiatives alternatives sont mises en place : aménager un potager, organiser des balades naturalistes, pointer ce qui est toxique dans l'université (financement des labos de recherche, grignotage du temps libre des étudiant-es, technicisation de la vie universitaire, anonymat ...), laisser entrer dans l'université les collectifs militants. Pour Lauranne, la lutte s'organise aussi depuis les lieux institutionnels : *"C'est bien que certains restent dans ces grosses machines d'enseignement pour que les choses changent de l'intérieur."* Rendez-vous fin octobre pour un premier bilan.

d'échanges horizontaux de connaissances et d'auto-apprentissage. Des ateliers pratiques ont rythmé les matinées : cardage, feutrage et filage de la laine ; bricolage et rénovation du lieu d'accueil ; fabrication de *rockets stoves* (1) ; préparation des repas pour le collectif ; élaboration de conserves lacto-fermentées. Les après-midis étaient vouées à la sieste, à la baignade, à la broderie, à l'arpentage de livres (2) et surtout aux débats et aux échanges à partir d'ateliers et dans une approche d'éducation populaire.

Le cas emblématique du textile

L'atelier "laine" animé par Krystel a permis de (re-)découvrir des gestes artisanaux sur le travail de la laine, mais aussi de développer une prise de conscience sur la dépossession des savoirs dans la confection textile. Pendant que chacune file, carde ou feutre, Krystel rappelle quelques données historiques. Dans les années 1970 s'est enclenché dans les pays du Nord un long processus de démantèlement de l'industrie textile. Le soutien des syndicats a été long à venir dans ces grèves principalement féminines. Après 30 ans de crise, l'industrie textile s'est déplacée vers l'Asie, en exportant et en accentuant son modèle capitaliste et destructeur. On peut se rappeler en avril 2013 l'effondrement du *Rana Plaza* au Bangladesh, avec 1 200 victimes.

Aujourd'hui, le phénomène de *fast fashion* génère énormément de déchets et explique cette perte de savoirs, y compris dans les pays producteurs : tout est réalisé dans des ateliers industriels hyper-mécanisés par des ouvrières spécialisées autour de quelques tâches répétitives. En Europe, faute de filière commerciale et en raison du faible coût des vêtements industriels, les gestes de tricot et de couture sont de moins en moins maîtrisés. Il y a donc un enjeu écologique, démocratique et social à ne pas laisser ce savoir de subsistance disparaître au fil des générations.

Les thèmes fédérateurs de ces quatre jours étaient la subsistance et l'autonomie alimentaire, tels qu'ils ont été théorisés dans les années 1970 par Vandana Shiva et Maria Mies : *"Les besoins fondamentaux, se nourrir, se loger, se vêtir, le besoin d'affection, de sollicitude, d'amour, de*

1. *Rocket stove* : foyer à bois surnommé ainsi à cause du son émis lors de son utilisation, proche d'une tuyère de fusée, permettant de cuisiner avec peu de combustible et en limitant l'émission de fumée.
2. L'arpentage de livre est un processus de lecture collective : un ouvrage est divisé en plusieurs parties, chaque lecteur-riche lit sa partie puis un échange oral avec le groupe permet d'avoir un aperçu sur l'ensemble du livre et d'en débattre.



dignité et d'identité, de connaissance et de liberté, de loisirs et de joie, sont communs à tous les peuples, indépendamment de la culture, de l'idéologie, de la race, des systèmes politiques, économiques et de la classe (3)". L'universalisme de cette approche écoféministe remet au centre le soin,

3. Extrait de *Ecoféminisme*, Vandana Shiva, Maria Mies, éd. L'Harmattan, 1998, traduction Edith Rubinstein.

indispensable à la préservation de toute forme d'existence. Il s'agit de sortir de l'emprise du capitalisme sur notre pensée en détruisant l'idée préconçue que les savoirs sont des domaines d'experts, difficilement appréhendables ; idée à l'origine de l'esprit de compétition et du morcellement des sociétés. ♦

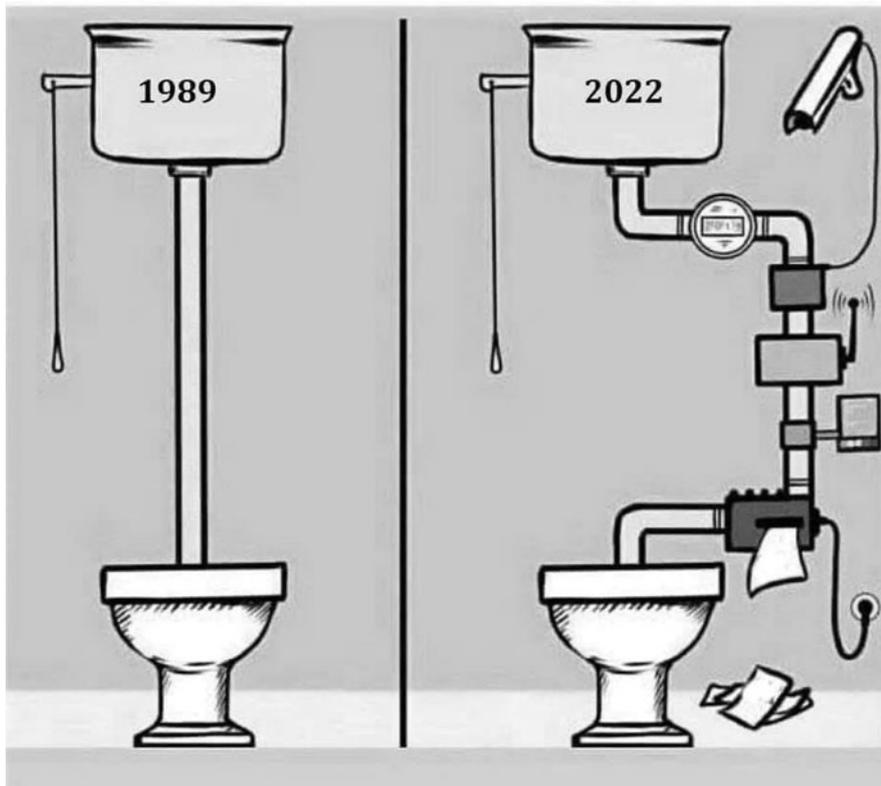
➔ Contact :

- ♦ **Reprises de savoirs :**
www.reprisesdesavoirs.org,
salut@reprisesdesavoirs.org.
 Pour vous tenir informé·es des prochains chantiers, envoyer un mail à reprisesdesavoirs-subscribe@lists.riseup.net
- ♦ **Autre rentrée à Saclay :**
autre-rentree-saclay@systemli.org
- ♦ **Autre rentrée à Toulouse :**
autre-rentree-toulouse@proton.me

› Texte : **Matthieu Amiech**

Critique de la transition écologique

Le concept de transition écologique a pris le relais de celui de développement durable dans les discours politiques et économiques dominants. Il a pour effet de jeter de la poudre aux yeux pour masquer les pratiques du capitalisme technologique. Ce texte en formule une critique bienvenue.



Les miracles de la transition écologique.

La notion de transition écologique ne signifie pas du tout [que les grands dirigeants économiques et politiques] envisagent ne serait-ce qu'un inflexionnement du mode de production industriel. C'est d'un redéploiement et d'une modernisation qu'il s'agit. Le projet de transition n'amènera pas un arrêt, ni même un freinage de la destruction dramatique de nos milieux de vie, il pourrait plutôt en être un accélérateur.

Ce que j'affirme là est si contraire aux représentations courantes, forgées par un matraquage médiatique et idéologique inouï, qu'il faut m'y arrêter un moment. Qu'est-ce que la "transition écologique", et pourquoi puis-je me permettre d'affirmer qu'elle est un mensonge grossier, un travestissement scandaleux de la poursuite de notre trajectoire vers la destruction ? La transition se prétend une inflexion du mode de production

industriel, dans le sens d'une plus grande rationalité. Grâce à de nouvelles méthodes de production, grâce notamment à une réorientation de la production d'énergie vers l'électricité, on pourrait avoir un niveau de confort intact, voire supérieur, avec moins de pollution, moins de gaspillage, et moins d'émissions de dioxyde de carbone.

Un simple transfert de la destruction sur les métaux de la croûte terrestre

Le premier tort de ce pseudo-concept, c'est donc qu'il réduit le désastre écologique à une seule de ses dimensions : le réchauffement de l'atmosphère sous l'effet de l'accumulation de gaz à effet de serre, provoquée par la combustion de charbon et de pétrole (notamment) depuis les débuts de la Révolution industrielle. Or, le désastre que le mode de production industriel (et les habitudes de consommation qu'il a permises) a engendré est multidimensionnel. Il est évident que le réchauffement du climat en est un aspect fondamental, mais la pollution des sols, des cours d'eau, des nappes phréatiques, la disparition de nombreuses espèces végétales et animales ne sont pas moins négligeables et elles ne sont pas dues qu'à l'extraction et la combustion d'hydrocarbures. Ces évolutions sont le résultat de l'ensemble des activités industrielles et consuméristes, et pratiquement chacune d'elles constitue à elle seule une



L'agrivoltaïsme, un exemple des impasses de la transition écologique, liée à l'électrification généralisée de nos modes de vie insoutenables.

menace pour la survie des sociétés humaines à moyen terme (1).

Le problème est que la prétendue transition ne peut que poursuivre cette dévastation des milieux, des espèces et des sociétés. En effet, son objectif est très concrètement de transférer sur les métaux de la croûte terrestre la demande de puissance qui reposait, depuis 1800, sur les énergies fossiles.

Un aveuglement technocrate

(...) Le pari de la transition écologique pose de nombreux problèmes. Il repose sur des hypothèses optimistes, voire irréelles : il y aura toujours assez de métaux ; nous allons devenir de plus en plus efficaces et "écologiques" pour les extraire ; les recherches permettront d'inventer des batteries et des outils numériques de plus en plus durables ; on arrivera à faire sans les métaux les plus problématiques, sur le plan géopolitique ou écologique, etc. Cet optimisme est caractéristique de l'idéologie progressiste, qui part des principes que, grâce au génie de la science et aux progrès incessants des technologies, aucun problème ne restera insoluble.

Comment, au point où nous en sommes rendus, écarter l'hypothèse qu'il y a, derrière cet optimisme d'ingénieurs et de technocrates, autre chose que de la foi et de l'aveuglement ? ♦

1. Je ne reviens pas ici sur ce que ce mode de production a fait de l'être humain, cette dimension étant largement abordée ailleurs dans le livre. Mais il faut toujours penser ensemble la dégradation infligée au milieu naturel et la dégradation infligée à notre condition humaine, à nos esprits et nos relations.

♦ Ce texte est extrait du livre *L'industrie du complotisme*, paru aux éditions La Lenteur en 2023.

L'industrie du complotisme

Matthieu Amiech

L'auteur s'inquiète de la diffusion du complotisme (porteur de simplifications et de dépolitisation), et critique l'anti-complotisme des classes dirigeantes, en dénonçant son approbation (résignée ou enthousiaste) au cours des choses. Il analyse la numérisation totale de nos vies, à la fois comme ferment de complotisme et comme projet politique d'aliénation au service des intérêts capitalistes. Notre histoire récente regorge de mensonges de masse orchestrés par États et grandes industries (atomiques, du tabac, des pesticides, etc.). Par exemple cette ville de 70 000 habitant-es, plus vaste que Paris, mise en place aux USA pour fabriquer la bombe atomique : Truman, alors vice-président des États-Unis, n'était pas au courant de son existence... La méfiance est nécessaire, mais sa récupération simpliste et réactionnaire est une impasse. Un livre très technocritique, qui fait prendre de la hauteur et aide à réfléchir à notre présent. GG

Éd. La Lenteur, 2023, 220 p., 18€.



Merci

Merci, grand merci. Abonnement suspendu. J'ai hésité. Scrupule : ma chère revue, indépendante, et bref, tout ce que vous êtes et faites... votre "esprit"... Mais vos finances "serrées"... Avez besoin de notre soutien. Avec *Silence*, on en apprend, on réagit, on évolue... Levain de savoirs, actions, réflexions et débats. Merci, encore grand merci pour cet abonnement "suspendu" dont je suis l'heureuse bénéficiaire. Et qui me permet de continuer le chemin avec vous, car je n'aurai pas pu sinon. Merci à ceux qui le permettent, et à l'amabilité de la personne de *Silence* au téléphone qui m'a fait me décider.

Hélène Lardon

Rhône

C'est toujours un bonheur de lire ce magazine et d'apprendre des infos qu'on ne trouve pas partout...

Jean-Marc Ferrari

Doubs

Encore une fois, je vous dis bravo pour cette revue porteuse d'espoir et d'humanité. Elle permet de "rester debout" dans une société où tout contribue à nous enchaîner et nous surveiller. J'ai souvent l'impression que nos libertés individuelles "sont grignotées" par les contraintes légales et administratives toujours présentées pour nous aider, nous faciliter la vie, nous protéger alors que c'est le contraire qui se produit. Quelle mascarade. Merci encore.

Nadine Guion-Juilleron

Ain

Témoignage sur la mini voiture électrique

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article de Pascal Hugo "La voiturette électrique, une solution transitoire ?", *Silence*, avril 2023, n° 520, avec lequel je suis tout à fait d'accord. J'ai découvert ce véhicule fabriqué au Danemark à la foire-exposition de Sarrebruck en Allemagne. Dans les années 1990, plusieurs tours de la Sarre ont été réalisés par des mini-voitures électriques (avec appoint solaire). Il s'agit du seul véhicule de ce type, jamais importé en France. D'un poids de 280 kg (dont 90 kg pour les 3 batteries au plomb), sa vitesse variait de 45 à 65 km/h pour une autonomie de 35 à 50 km suivant le relief, pour la version standard.

En France, on n'était visiblement pas préparé à accepter de telles technologies. L'immatriculation, par le service des mines a été laborieuse : on m'a demandé 3 visites conclues par des refus pour des motifs fallacieux (défaut de système d'échappement par exemple !) Il m'a fallu plaider "ma" cause auprès de la *Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE)*.



Quelques anecdotes sur la vie de "ma" Mini Electric (que j'ai donnée au lycée technique où j'ai terminé ma vie professionnelle, et qui est devenue un sujet de travaux pratiques pour les étudiants) : au contraire du service des mines, la Mini El a été accueillie partout avec sympathie. En 1990, elle est devenue le "suppositoire à camions" dans le lycée où je travaillais alors. Elle a suscité la curiosité des gendarmes qui ont souhaité à plusieurs reprises s'asseoir au volant, la conduite leur étant interdite. Au contraire d'un sous-préfet qui a fait le tour de son chef-lieu, un soir après une réunion à laquelle j'avais assisté.

Alors même avec les déboires que j'ai eu avec mes batteries tous les 5 ans, ce véhicule était une solution d'avenir. Avenir que notre société continue à détruire avec ses "monstres" électriques que l'on veut généraliser sur les routes. Pascal Hugo a déjà écrit ce qu'il convenait de faire.

Marcel Hoerner

Moselle

Boycotter le téléphone portable

Je réagis tardivement pour vous remercier pour l'article "Minerais de sang, le coût du numérique" paru dans le numéro de mars (n° 519). Puissent les lecteurs et lectrices de *Silence* qui ont (encore) un ordiphone ou un simple téléphone portable avec un forfait

renoncer définitivement à se faire complice de cette industrie criminelle !

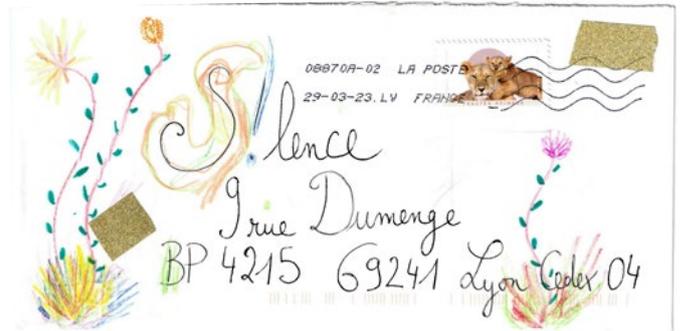
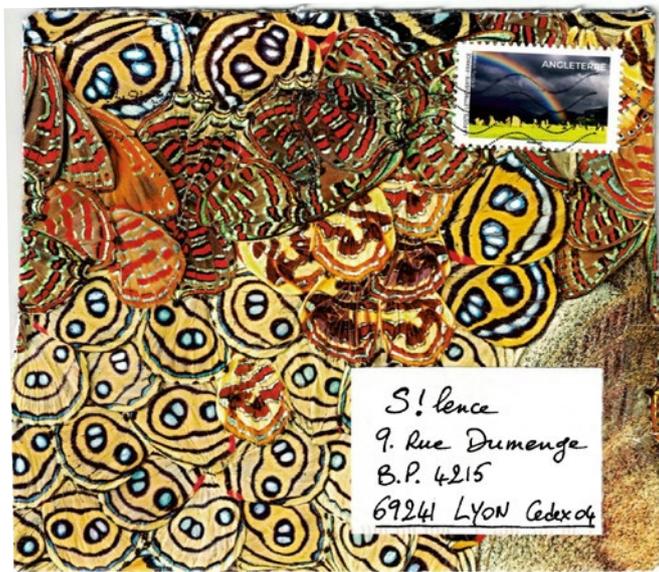
Voilà 2 ans que j'ai "balancé" pour toujours mon téléphone portable et je suis encore vivant ! Je suis plus isolé, les communications sont beaucoup moins possibles, mais je me sens libre et en cohérence avec mes convictions. C'est le prix à payer pour résister et boycotter. Courage !

Shivan

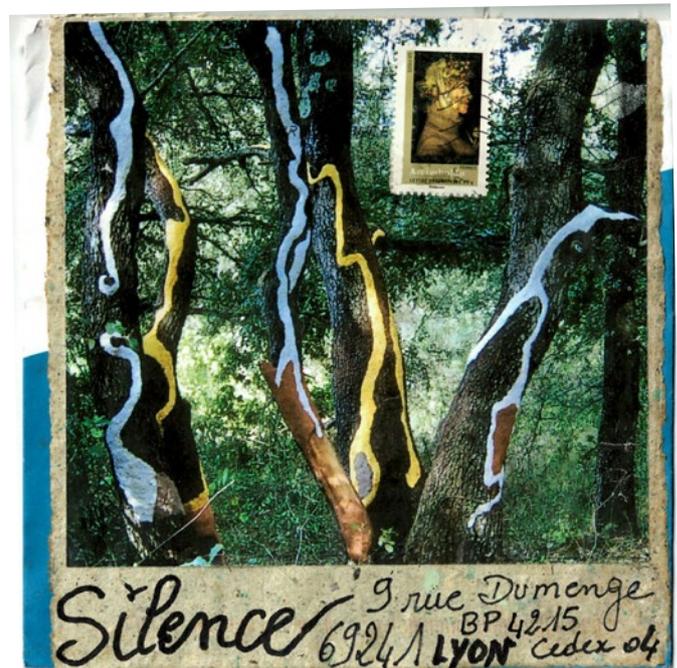
Indre-et-loire



ART POSTAL



Pierre, Armelle, Marion, Adeline (Loire-Atlantique)

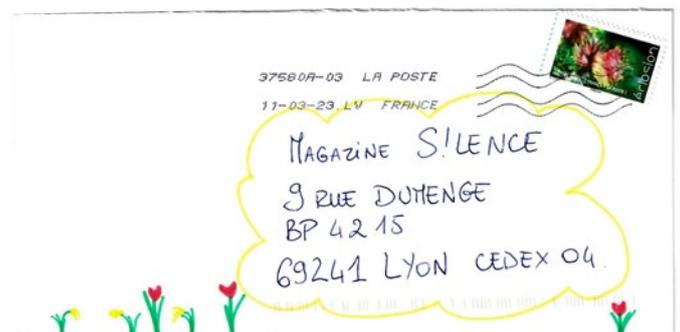


Moutsie (Aude)

Pauline Gaspard (Ardèche)



Sebastien Gellier (Haute-Savoie)



Mélissa Chambon (Meurthe-et-Moselle)

Appel à marcher : du Sud à Paris !

Pensez-vous que l'on pourrait faire une grande marche, du Sud jusqu'à Paris, contre l'interdiction des ZAD et l'augmentation du budget de l'armée ?

Bernadette Montagnon
Isère

Le plaisir du petit-déjeuner

Tout d'abord, bravo, BRAVO, BRAVO pour votre revue que j'ai toujours autant de plaisir à recevoir et à lire (c'est mon journal du matin, petits bouts par petits bouts pendant mon petit-déjeuner). Même si parfois les brèves sont un peu lourdes à digérer, mais vous n'y pouvez rien : il faut bien dénoncer certains dysfonctionnements humains... Heureusement que vos dossiers et d'autres articles permettent de (re)mettre un peu de baume au cœur.

Alexandrine Gerrer
Pyrénées-orientales

Lire pour supporter le présent et envisager le futur

Par ces temps agités où l'on sent comme un retour en arrière dans le social, l'économie, l'écologie, bon courage pour continuer votre labeur ! Le plaisir que nous donne votre lecture participe à rendre notre présent plus supportable et notre futur plus envisageable.

Roland Portes
Tarn-et-Garonne

Livres : Nous avons également reçu...

Essais

■ **Sauvageonnes**, Arnaud Ville, éd. Du Rouergue, 2023, 160 p. 30 €. Etudes et photos des abeilles sauvages au fil des saisons, photos de celles-ci posées sur leurs fleurs préférées.

■ **La copossession du monde. Vers la fin de l'ordre propriétaire**, Pierre Crétois, éd. Amsterdam, 2023, 228 p., 18 €. La propriété protégerait la liberté individuelle et assurerait l'harmonie sociale. Mais s'en remettre à elle, c'est s'en remettre au marché qui détruit les ressources communes. Non, l'intérêt économique ne se confond pas avec le bien commun. Il faut défaire l'ordre propriétaire pour aller vers une copossession du monde en prenant en compte "la dimension écosystémique de la propriété" (qui implique de nombreuses interactions et interdépendances).

■ **La révolution agro-écologique**, Matthieu Calame, éd. Seuil, 2023, 128 p., 12,90 €. L'auteur dresse un tableau synthétique réussi des enjeux liés à l'agro-écologie. L'industrialisation de l'agriculture et ses ravages, la nécessité d'un renouveau agro-écologique, ses enjeux nationaux, européens et mondiaux, les défis pratiques liés à la formation, aux statuts professionnels, à l'installation, au financement, aux politiques nécessaires à cette mutation, sont abordés.

■ **Se tenir quelque part sur la Terre. Comment parler des lieux qu'on aime**, Joëlle Zask, éd. Premier parallèle, 2023, 160 p., 15 €. Dans nos sociétés cosmopolites, nous sommes de moins en moins attachés-es à un territoire, de plus en plus "de partout et de nulle part". Qu'est-ce qui fonde notre attachement à un lieu, quel qu'il soit ? Une belle méditation multiforme empreinte d'expérience personnelle pour aborder ces questions universelles. "Je n'ai pas de racine, mais je plante des germes".

■ **Un monde dénaturé**, Nathaniel Rich, éd. Du sous-sol, 2023, 336 p., 23 €. L'auteur nous fait explorer à quel point notre monde est devenu dénaturé, tout entier marqué par l'empreinte de l'humanité et de ses pollutions, émis-

sions, déchets, etc., de l'eau à l'atmosphère en passant par les semences et les pôles. C'est dans ce monde-là, définitivement et profondément transformé par l'humain, par ses expériences génétiques ou encore ses aménagements fluviaux, qu'il nous faut nous projeter dans l'avenir, pour le rendre habitable.

■ **L'ensauvagement**, Philippe Benoit et Baptiste Wullschleiger, éd. Yves Michel, 2023, 216 p., 19,90€. Comment cohabiter avec le vivant sauvage, comment et où lui faire place ? Les auteurs reviennent sur l'aménagement actuel du territoire français et le mode d'extension des espaces urbains, et défrichent d'autres manières d'habiter. Le livre est ponctué de courtes fictions d'anticipation qui imaginent des réagencements novateurs en les situant sur certaines communes. Il conclut sur les 7 clés de l'ensauvagement, sur l'éloge de l'expérimentation dans la diversité, et sur la nécessaire gestion des conflits que cela entraîne.

■ **Le souffleur de feuilles. La biodiversité n'est pas un luxe, elle est vitale**. 12 aut-rices, préface Vinciane Despret. Éd. Couleur livres, 2023, 125 p. 12 €. Une réserve naturelle expérimentale, au sud de Bruxelles, le Kinsendaël, sert de point de départ à ce recueil. Quelle est sa valeur écologique ? Comment la vie sauvage circule-t-elle en son sein et alentour ? Quel est notre rapport aux autres vivants ? Préserver quelques îlots verts comme la réserve du Kinsendaël ne sera pas suffisant. Nous devons défendre un projet de ville-nature.

■ **Les pensées de l'Indien qui s'est éduqué dans les forêts colombiennes**, Manuel Quintin Lame, éd. Wildproject, 2023, 184 p., 20 €. Cet Indien autodidacte, luttant pour que son peuple conserve les terres qui lui ont été attribuées, a été maintes fois torturé et emprisonné dans les années 1920-1930. Cette œuvre testamentaire, publiée après sa mort, semblable à un pamphlet anticolonialiste, est empreinte de mysticisme chrétien aussi bien que de chamanisme autochtone. La présentation et les notes de bas de page contribuent grandement à éclaircir ce récit.

Roman

■ **Partition. Anticipation sociale**, Patrick Urlacher, Hello Éditions, 2023, 200 p., 16 €. Ce roman d'anticipation nous amène en 2030. Le territoire français a été fracturé en deux suite aux événements politiques de 2020. Un mouvement social prônant la rupture avec la propriété lucrative, l'addiction au numérique, la démocratie représentative, a créé l'Océane, un territoire autogéré qui vit selon de nouvelles règles. La vie dans ce territoire libéré et ses relations avec l'autre France sont l'objet du récit.

B. D.

■ **Champignac**, T3, *Quelques atomes de carbone*, Beha, David Etien, éd. Dupuis, 2023, 54 p. 15,50 €. Les aventures du comte de Champignac, ami de Spirou, se poursuivent avec la mort de sa compagne dans un avortement clandestin. Cela va le conduire à mettre au point une pilule contraceptive et sa rencontre avec Margaret Sanger, initiatrice du *Planning familial* aux États-Unis en 1916, va provoquer une course-poursuite à travers l'Amérique du Nord. Un ouvrage pour les jeunes qui aborde clairement des questions liées à la sexualité.

■ **La ride**, Simon Boileau, Florent Pierre, éd. Dargaud, 2023, 108 p. 18 €. "La ride" n'est pas la patte d'oie au coin de l'œil mais une randonnée cycliste, en anglais. Les jeunes auteurs décident de prendre la route. L'un est livreur à vélo, l'autre, moins entraîné, est graphiste. Ils relieront Paris à la Bourgogne en une semaine. Un recueil d'anecdotes au fil de la route comme il en arrive à ceux et celles qui aiment le déplacement à vélo.

Jeunesse

■ **Incrovables végétaux**, Dubreuil, Mao, Sirvent, éd. Bamboo, 2023, 48 p., 11,90€. Dès 6 ans. Une série de petits gags humoristiques d'une page en BD, qui permettent de découvrir la variété et l'originalité des végétaux.

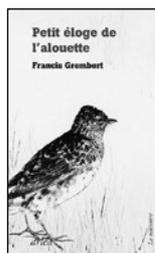
Essais

Éloge de l'alouette

Francis Grimbert

Sous forme d'une lettre à l'alouette, l'auteur part de la poésie, de la littérature et de ses souvenirs personnels pour rappeler l'importance de cet oiseau dans notre environnement et dans notre imaginaire. Il raconte ensuite comment cet oiseau, comme beaucoup d'autres, est en voie de disparition. Le livre prend progressivement son envol pour élargir son champ de réflexion : rappelant que dans les années 60, le *Printemps silencieux* dénonçait l'usage du DDT, qu'aujourd'hui, on dénonce celui du glyphosate... avant qu'on ne mette au point un nouveau pesticide qui sera interdit vingt ans après, Francis Grimbert dénonce les fausses avancées écologiques dans une société vouée à la démesure. Serons-nous capable de réagir pour éviter les extinctions annoncées, au lieu de mettre en scène le sauvetage de seulement quelques individus ? Un livre qui aborde ainsi les questions écologiques sous une forme originale. MB.

Éd. Arléa, 2023, 110 p. 16 €



Parasites

Nicolas Framont

Qui sont ces parasites ? La grande bourgeoisie qui domine le monde et la petite bourgeoisie qui lui est servile. L'auteur en fait une analyse pertinente et bien sourcée en déconstruisant le langage des médias officiels à ses ordres, les récits d'hommes qui se seraient "faits tout seuls", la fausseté des entreprises qui créeraient des emplois. Il souligne le peu de représentation des employés et surtout des ouvri-ères dans les instances représentatives. Il critique la casse du service public transformé en entreprises privées, telles EDF devenue *Enedis* et GDF devenue *Engie*. La destruction de la planète est due au capitalocène. Enfin, l'auteur préconise des remèdes pour en finir avec cette classe nocive : les mépriser et ne plus avoir honte, cultiver l'espoir, établir un rapport de force (qui n'est pas la violence) en refusant le dialogue, en s'attaquant au portefeuille, en dénonçant et en détruisant les biens matériels. Il termine par une utopie. CC

Éd. Les liens qui libèrent, 2023, 273 p., 19,50€.



Notre grand pari

Métamorphoser l'Île-de-France

Alternatiba Paris, Jade Khoo

Alternatiba-Paris imagine à quoi ressemblerait l'Île-de-France si, en 2040-2050, le mouvement social et climatique avait emporté gain de cause. Production par de petites unités coopératives dans une économie libérée de la croissance, assemblées citoyennes et Parlement des usages, gestion des ressources par biorégions, centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine et incinérateurs démantelés, autres modes de propriété, éducation transformée, etc. Le tout s'inspirant d'initiatives actuelles, toutes citées. Un récit inspirant et joliment illustré, complété par une analyse historique et actuelle de la situation dans la région. Ne manque que l'aspect "Comment aboutir à ce résultat", peu développé. GG

Alternatiba-Paris, 2022, 224 p., 12€.



Amazon, le tout-puissant ?

Socio-histoire d'une mobilisation locale

Laure Fayard-Damane

Comment un collectif d'habitantes d'une petite commune du Gard a-t-il réussi à faire échouer un projet d'implantation d'un gigantesque entrepôt logistique ? C'est ce que nous apprend ce livre, résultat d'un travail d'analyse et de recherche très poussé. Face au secret et au manque de concertation de la multinationale appuyée par quelques élu-es, les opposant-es (devenu-es des expert-es en la matière) utilisent toutes sortes de tactiques non-violentes (conférences, pétitions, réseaux nationaux et internationaux, récolte d'argent, rassemblements et enquête publique) pour finalement l'emporter grâce à une action en justice. À l'heure où les grands projets inutiles et imposés sont partout de mise, ce recueil s'avère bien nécessaire pour lutter ensemble contre eux de la façon la plus efficace possible. CC

Éd. L'Harmattan, 2023, 125 p., 16€.



L'écologie aux marges

Vivre et créer dans les ruines du capitalisme

Igor Babou

"Une écologie contre l'État, et pour la création d'un bien commun". C'est le principe sur lequel repose le *Laboratoire écologique zéro déchet (LEO)*, un squat en banlieue nord-est de Paris. Bien plus qu'un simple bâtiment, cet espace est un lieu de vie et d'expérimentation ancré dans un territoire et fréquenté par des profils divers, allant de personnes issues de l'immigration ou des classes populaires à des étudiant-es, en passant par des artistes. Là-bas, ce sont les pratiques d'autonomie, de solidarité et d'éducation populaire qui tissent l'écologie au quotidien. Écrit à la première personne, cet ouvrage nous fait visiter cette "eutope" (bon lieu) à travers des photographies et des entretiens, et montre la nécessité de repenser la protection de la nature au-delà des politiques étatiques. MH

Éd. Eterotopia, 2023, 176 p. 19 €



La bataille du siècle

Stratégie d'action pour la génération climat

Jon Palais

Face au réchauffement climatique, Jon Palais montre en s'appuyant sur son expérience au sein de groupes comme *Bizi !*, *Alternatiba*, *ANV-Cop21*, qu'il est possible d'agir pour provoquer un changement de société. Il avance qu'il faut réunir certains éléments : discipline, souci d'intégrer les personnes à différents niveaux de radicalité, ambiance joyeuse, non-violence (désobéissance civile, respect de l'adversaire, non coopération, programme constructif...). D'un côté mettre en avant les alternatives ; de l'autre lutter contre ce qui nous entraîne dans le mauvais sens. Il insiste sur ce que peut être une écologie populaire : la capacité à faire essaimer ses idées dans l'ensemble de la population, ce qui passe par la décentralisation, l'autonomie des groupes, le lien constant entre local et global... Les exemples de ces dernières années (faucheu-ses de chaises, décrochons Macron, villages des alternatives...) permettent de mieux comprendre comment l'action collective peut évoluer vers un changement de société. Belle présentation du potentiel de la non-violence. MB

Éd. Les liens qui libèrent, 2023, 280 p. 20 €



Le livre du mois

On ne dissout pas un soulèvement

40 voix pour les Soulèvements de la Terre

Le 25 mars 2023, face à la forte mobilisation contre les méga-bassines et la privatisation des nappes phréatiques, le gouvernement choisit la répression violente. Qualifiant les manifestant-es d'"écoterroristes", le ministre de l'Intérieur a annoncé la dissolution du mouvement *Les Soulèvements de la Terre*, qui a été suspendue ensuite. Cet ouvrage présente une quarantaine de textes de personnalités, de militant-es qui affirment que ce n'est pas en interdisant un mouvement qu'on empêchera celui-ci d'exister. Les témoignages alternent avec les réflexions plus générales, historiques, sociologiques... De quoi prendre un peu plus conscience de l'impasse dans laquelle, volontairement, nos gouvernements, au service du capitalisme, nous entraînent. De quoi donner encore plus de souffle aux légitimes mouvements actuels de résistance et de désobéissance. MB.

Ed. Seuil, 2023, 190 p. 11,50 €

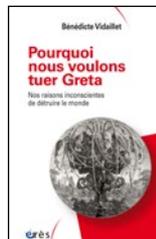


Pourquoi nous voulons tuer Greta Nos raisons inconscientes de détruire le monde

Bénédicta Vidaillet

L'autrice, psychanalyste, explique le refus d'assumer le rôle de l'humanité dans le changement climatique et l'inertie générale face à ce danger par notre inconscient. Nous ne souhaiterions pas céder la place aux générations suivantes, la nature nous fait peur et nous voulons la domestiquer, l'artificialiser. Eros (jouissance) et Thanatos (pulsion de mort) se mêlent dans cette course à l'abîme, l'humanité désire affirmer sa toute-puissance par tous les moyens, y compris les plus nocifs (nucléaire civil et militaire). Les comportements incohérents des entreprises aussi bien que de certain-es écologistes sont dus à la culpabilité. Ce livre n'apporte pas de solutions, si ce n'est que nous devons tou-tes prendre conscience de nos motivations cachées et accepter nos imperfections face au vivant. Assez ardu quand on n'est pas psy, mais original. CC

Ed. Eres, 2023, 202 p., 20 €



Avec des formules de physique, l'auteur, ancien ingénieur chez Airbus, calcule à chaque fois les économies que l'on peut faire en changeant de direction. Car la piste à suivre c'est moins de mobilité, plus lentement, moins de poids. Avec des pointes d'humour qui allègent agréablement des raisonnements bien argumentés, l'auteur nous amène à la conclusion que ce que l'on a fait depuis 7 millions d'années (la marche) ou depuis deux siècles (le vélo) sont les solutions de demain. La force humaine est celle qui a le meilleur rendement pour les distances courtes et moyennes et l'on peut coupler cela avec le train pour les voyages plus longs. Un virage radical possible sans aucun délire technologique. MB.

Ed. Charles Leopold Mayer, 2023, 200 p. 14 €

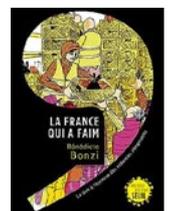
La France qui a faim

Le don à l'épreuve des violences alimentaires

Bénédicta Bonzi

Résultat d'une longue enquête au sein des restos du cœur, ce livre nous alerte sur une politique qui fait usage de l'aide alimentaire à d'autres fins que l'éradication de la pauvreté. S'il en était autrement, en 35 ans on aurait résolu le problème ou du moins réduit la demande. Or, 7,9 millions de personnes ont actuellement recours à l'aide alimentaire, contre 2 millions avant 2008. Pourtant, la politique agricole impose de produire toujours plus, et les grandes enseignes ne manquent pas d'idées pour commercialiser des denrées que l'on jetait il y a peu. Quel rôle jouent les bénévoles qui se trouvent au cœur du cyclone ? Est-ce par charité, esprit citoyen, volonté de résistance ? Le projet de Coluche n'a-t-il pas été dévoyé ? Cette redistribution, au final, contribue au maintien de la paix sociale. Il est temps de reprendre le problème à la source. La réflexion s'oriente vers de nouveaux possibles, et notamment "la sécurité sociale de l'alimentation". À lire, absolument. MD

Ed. Seuil, 2023, 448 p. 22 €



La boulangerie solaire

Arnaud Crétot

Après avoir voyagé longuement (voir ses chroniques dans *Silence* "Les vagabonds de l'énergie"), Arnaud Crétot, ingénieur de formation, s'est lancé dans la mise en place d'une boulangerie fonctionnant avec un four solaire. Installé en Normandie, il a complété son activité de boulangerie par une activité de torréfaction de graines locales (alternative au café entre autres). Le livre présente les innovations mises au point, mais élargit ensuite largement le débat sur les questions des choix technologiques (*low tech*), des choix de société (culture, sobriété...). Une démarche très intéressante qui montre bien comment, partant d'une réflexion locale, on peut développer une approche globale. MB.

Ed. Terre vivante, 2023, 96 p. 10 €



Vivre libre au 21^e siècle

ou le leurre du progrès technologique

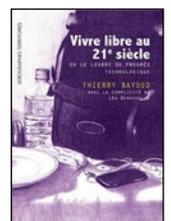
Thierry Bayoud, Léa Deneuve

Sommes-nous libres en nous rendant dépendant-es de ce que les grandes entreprises nous proposent, dans tous les domaines de notre vie ? Et surtout permettons-nous aux autres de l'être ? Nous devrions nous poser ces questions avant n'importe quel achat. Ce livre examine tous les aspects

Petit traité d'écomobilité

Alexis Fraisse

Qu'est-ce qu'un moyen de transport écologique ? Certainement pas des véhicules qui fonctionnent aux énergies fossiles, qui sont de plus en plus lourds (voitures électriques), qui vont plus vite (avions, TGV...).



de notre mode de vie (du travail salarié aux loisirs, de l'informatique à l'automobile, de l'alimentation à l'argent) en retraçant l'histoire de notre aliénation et propose des solutions pour changer nos habitudes : utiliser un logiciel libre plutôt que ceux ayant un code source fermé, se servir d'une monnaie individuelle et neutre ne provenant pas des banques pour assurer à tou-tes le minimum vital, se partager le travail ingrat, s'approvisionner dans des coopératives d'achat, décentraliser la production mais mondialiser les luttes et les moyens d'action. Une analyse nécessaire de notre société individualiste sacrifiant sa liberté au confort. CC

Xéroglyphes éd., 2021, 232 p., 12 €.

Lettre aux ingénieurs qui doutent

Olivier Lefebvre

Cet essai alerte et vivant puise largement dans les réflexions que l'auteur s'est faites sur le sens et l'utilité sociale de son travail. Les questions qui l'ont conduit à quitter son métier, il les a posées à de nombreux ingénieurs dans différentes branches (agriculture, transports, électronique... lui-même a travaillé 10 ans dans la robotique). Quelle que soit leur fonction : gestion de projets, conception, programmation, une majorité est consciente que leur activité est plus nuisible qu'utile et souffrent de "dissonance cognitive". Peu cependant bifurquent. Est-ce en raison de leurs revenus ? Parfois, oui. (Certaines se trouvent ligoté-es par des emprunts immobiliers.) Mais c'est surtout leur façon de penser qui fait barrière, leur éthique, leur horizon clos. L'ingénieur-e a été formaté-e à la résolution de problèmes posés et non à un questionnement sur leurs bien-fondés. Néanmoins, il arrive que la goutte d'eau fasse déborder le vase. MD

Éd. L'échappée, 2023, 144 p., 14 €



aspects de ce lieu sont abordés, y compris l'histoire de son peuplement et les contes qui s'y rattachent, la géologie et les dangers qui le guettent, à notre époque où l'activité humaine met en péril la vie sur Terre. Un bel album ! CC

Ed. du Ricochet, 2023, 75 p., 17 €.

Le temps des ogres

Michelle Montmoulineix

Dès 11 ans. Dans quelques brûlantes décennies, qui ont vu s'effondrer la civilisation industrielle sous l'effet du réchauffement climatique, Victoire, 13 ans, vit dans un village en proie à la désertification. La vie, misérable, y est organisée autour de l'arrivée quotidienne d'un peu d'eau, sous le contrôle d'une milice féroce. La jeune fille va partir à la recherche de ses parents, partis vers le lac Baïkal. Elle va faire tout au long de son périple des rencontres humaines et non-humaines marquantes et inattendues. Dans une atmosphère à la mad-max, parviendra-t-elle à survivre aux épreuves qu'elle rencontrera ? Un futur qui fait frémir... mais qui ne semble pas si improbable. Un récit bien mené, touchant, captivant. GG

Éd. Helium, 2023, 170 p., 14,90€.



Beau livre

Mémoires d'un cétacé

Biologie, écologie et conservation

Anne Defréville

La terre dans 300 millions d'années. Des cétacés archéologues découvrent le journal de bord de leurs ancêtres de l'anthropocène où les relations entre humains et cétacés oscillent entre fascination et destruction. À partir de ce scénario humoristique, l'autrice, artiste etoureuse des sciences de la nature, expose et clarifie quelques grandes questions sur la vie dans les fonds marins, explique l'acidification de l'eau, la fonction régénératrice — mais insuffisante de nos jours — des éponges, et se demande quelles chances auraient les cétacés de survivre au réchauffement climatique. Ce livre tout en illustrations est très beau. MD

Éd. Delcourt, 2023, 136 p., 17,95€.



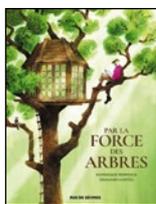
Bandes dessinées

Par la force des arbres

Dominique Mermoux, Édouard Cortès

Édouard Cortès construit une cabane de 6 m² sur un chêne, au cœur d'une forêt qu'il connaît bien. Il va s'y installer le premier jour du printemps et y rester toute la saison, observant l'éclosion des nouveaux bourgeons, l'installation des couples d'oiseaux, cueillant différentes plantes... Marié, père de plusieurs enfants, on va découvrir progressivement ce qui l'a conduit à cette retraite à six mètres du sol. Éleveur, il a été perdu dans une forêt administrative qui l'a conduit au dépôt de bilan. Après avoir vendu son troupeau de brebis, il a songé à en finir, comme tant d'autres paysan-nes. Mais il choisit la vie et va se réconcilier avec lui-même lors de cette curieuse aventure. Une histoire réelle et passionnante, aussi bien dans ses réflexions intérieures que dans son observation fantastique de la forêt. Et bravo au dessinateur, Dominique Mermoux, qui a fait un vrai travail de naturaliste et qui traduit si bien les émotions. FV.

Éd. Rue de Sèvres, 2023, 120 p., 20 €.



Films

Bienveillance paysanne

Oliver Dickinson

Après *Des locaux très motivés* (2016) et *Un lien qui nous élève* (2019), voici le 3^e film de cette série d'inspiration agroécologique. L'animal de ferme serait-il devenu l'ennemi numéro 1 de la vie sur Terre ? Le réalisateur a parcouru la France pendant 2 ans, caméra au poing, à la rencontre d'éleveurs et d'éleveuses adeptes de pratiques respectueuses de la nature et des animaux. À travers toutes les images et les entretiens, on constate deux choses : ces éleveuses et ces éleveurs aiment leurs animaux et aiment leur métier qu'ils et elles enrichissent de nouvelles connaissances chaque jour. Leur credo : retour aux petits effectifs, aux races rustiques qui peuvent se nourrir sur leur terrain, refus des investissements lourds, ouverture à la biodiversité, à la coopération et aux projets collectifs. L'écopastoralisme qu'ils et elles pratiquent est la solution d'avenir, même si la PAC (Politique agricole commune mise en œuvre par l'Union européenne) ne les subventionne pas. MD

France, 2023, 95 min. Distributeur : lesfilmsdelanse@gmail.com.



Jeunes

Le Baïkal

Lac des extrêmes

Emmanuelle Grundmann, Catherine Cordasco

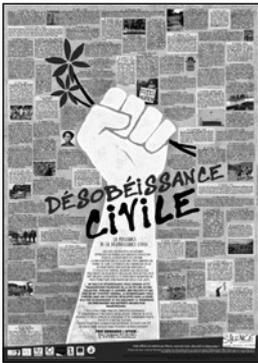
Aux jeunes adolescent-es, et en général à celles et ceux désirant tout connaître sur ce lac indispensable à la vie terrestre, de par ses réserves d'eau douce (20 % de celles de la Terre), sa biodiversité, l'aide fournie aux peuples qui vivent sur ses bords, ce livre très complet conviendra parfaitement. Il est agrémenté de belles illustrations, de cartes vivantes, d'un lexique. Tous les





☐ **L'écologie en 50 victoires**
format 60x84cm - 8 €*
silence

Cette affiche célèbre les luttes victorieuses de ces 60 dernières années en France. Abandon de grands projets inutiles et imposés, mise à l'arrêt d'infrastructures destructrices, maintien de services publics, cette carte vise à nous montrer que les victoires sont possibles, tout en rappelant la nécessité des luttes.



☐ **Désobéissance civile !**
format 60x84cm - 7 €*
silence

Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. Cette affiche donne à voir la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour agir aujourd'hui !



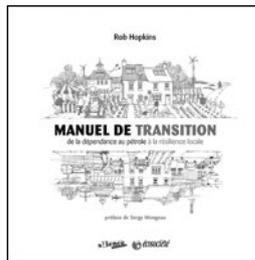
☐ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui**
format 60x84cm - 7 €*
silence

Un joyeux panorama qui donne voix à la variété des approches du féminisme, et vous emmène à la découverte d'horizons parfois méconnus. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



☐ **La voie de la sobriété**
248 p. - 18 €***
écossociété

Avec des images frappantes et un grand souci de vulgarisation, l'écologiste indien Mansoor Khan explique de façon originale pourquoi notre modèle économique basé sur la croissance illimitée est voué à l'échec. "Un nouveau paradigme basé sur l'écologie réelle de notre planète." (Vandana Shiva)



☐ **Manuel de transition**
212 p. - 20 €***
écossociété

Ce livre accessible, clair et convaincant expose tous les outils, détails pratiques et étapes nécessaires pour préparer l'avenir en diminuant radicalement les besoins énergétiques à l'échelle de sa communauté. Avec un peu d'humour, ce qui ne gâche rien !



☐ **L'insolente**
Dialogues avec Pinar Selek
224 p. - 12 €**
silence

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Un récit inspirant !

Frais de port *affiches et livres* :

- * : 2 € de 1 à 3 ex., 4 € de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.
- ** : 3 € de 1 à 2 ex., 7 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.
- *** : 5 € de 1 à 2 ex., 9 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

Venez nous voir le 19 octobre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe le jeudi entre 13h et 20h30. Apéro partagé à 20h30. Le nouveau numéro vous est aussi offert.

Prochaines expéditions : 16 novembre, 14 décembre, 18 janvier, etc.

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9h30 les **mercredis 25 octobre** (pour le numéro de décembre), **22 novembre** (pour le numéro de janvier), etc.

N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction.

Pour envoyer des annonces pour le numéro de décembre, vous avez jusqu'au 30 octobre, puis jusqu'au 28 novembre pour le numéro de janvier, etc.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies ! Pour contacter ou rejoindre le relai local proche de chez vous, rendez-vous sur le site internet de *Silence*, onglet "Participer" : "Créer ou rejoindre un relais local".

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : **Comment participer**

NUMÉROS À L'UNITÉ

Numéros disponibles (4,80 € l'ex.)

- 491 Jai Jagat : Les Gandhi de grand chemin
- 492 Sortir de l'apiculture intensive
- 493 Bières artisanales en effervescence
- 496 Le biorégionalisme, le monde d'après ?
- 497 Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début
- 498 Le numérique, son monde... et nous
- 499 L'écologie du livre
- 500 Écouter, regarder, raconter (6,50 € l'ex.)
- 501 Décoloniser l'écologie

- 502 Le bluff de l'économie circulaire
- 503 Sortir de l'industrie de la fleur
- 504 Faut-il vraiment planter des arbres ?
- 506 Low tech, du technique au politique
- 507 Quelle place pour le sauvage ?
- 508 Méthanisation, le gaz qui n'a rien de bio
- 509 L'avion du futur, c'est le train (5,20 € l'ex.)
- 511 Après la Terre, détruisons l'espace (5,20 € l'ex.)
- 512 Coopératives : libérer le travail (5,20 € l'ex.)
- 513 Cafés collectifs villageois (5,20 € l'ex.)
- 514 Les victoires de l'écologie (5,20 € l'ex.)

- 516 La science-fiction se met au vert (5,20 € l'ex.)
- 517 Lieux collectifs, réinventer la propriété (5,20 € l'ex.)
- 518 Rivières en résistance (5,20 € l'ex.)
- 519 Reprendre les terres à l'industrie (5,20 € l'ex.)
- 520 On ouvre une épicerie collective ! (5,50 € l'ex.)
- 521 Les pros se mettent au vélo (5,50 € l'ex.)
- 522 Quelques voix de l'écoféminisme (5,50 € l'ex.)
- 523 REPAS, pratiquer l'utopie au travail (5,50 € l'ex.)
- 524 Agrivoltaïsme : Ne tombons pas dans le panneau ! (5,50 € l'ex.)
- 525 Élevage industriel : et après ? (5,50 € l'ex.)

Frais de port numéros, pour la France comme pour l'étranger : 3 € pour un ex., 5 € pour 2 et 3 ex., 6,50 € pour 4 ex. et plus.

ABONNEMENT

Abonnement par prélèvement

Mandat de prélèvement SEPA

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 9 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 13,50 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (commande ci-dessous)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

RUM (sera rempli par Silence) :

Débiteur : Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER : SILENCE

9 rue Dumenge, BP 4215,
69241 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Autres formules d'abonnement

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	<input type="checkbox"/> 30 €	<input type="checkbox"/> 35 €
Particulier 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 55 €	<input type="checkbox"/> 65 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 75 €	<input type="checkbox"/> 85 €
Soutien 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 70 € et +	<input type="checkbox"/> 75 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	<input type="checkbox"/> 90 €	<input type="checkbox"/> 105 €
Petit budget 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 37 €	<input type="checkbox"/> 44 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	<input type="checkbox"/> 150 €	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Prénom & Nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Courriel :

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RÈGLEMENT

Récapitulatif de votre commande

	Prix unitaire	Nombre	Sous-total	Frais de port
Abonnement(s) :				X
Numéro(s) :				
Affiche(s) :	7 €			
Livre(s) :				
Total :				

Modes de règlement

- > **par chèque** (à l'ordre de Silence),
- > **par virement** : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
BIC : CCOPFRPPXXX
- > **en ligne sur www.revuesilence.net**
- > **ou par prélèvement** en remplissant le mandat ci-dessus

Pour l'envoi de votre commande, pensez s'il vous plaît, à nous indiquer vos coordonnées ci-dessus !

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 30 = 150 € (pour la France).



Pour une presse papier sans pub et sans actionnaire, soutenez la revue *Silence* !

Revue papier, indépendante et associative, *Silence* rencontre actuellement d'importantes difficultés de trésorerie. Pour pouvoir concrètement, en 2023 et 2024, continuer à vous informer chaque mois sur les luttes et alternatives écologistes, non-violentes, féministes et autogestionnaires nous avons besoin de votre aide financière. **Nous devons réunir au moins 60 000 € d'ici le 26 novembre 2023 pour pouvoir continuer notre mission.**

Pour faire un don, vous pouvez aller sur le site de la revue (www.revuesilence.net) où il est possible de faire un **don défiscalisé**. Vous pouvez aussi le réaliser directement par chèque à l'adresse de la revue : 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.

Merci ! Nous comptons sur vous.